



Crédit photo : Boubacar Sangaré, 2025

IDENTIFIER ET RÉPONDRE AUX TENSIONS COMMUNAUTAIRES

« Plus le temps passe, plus la probabilité de violence augmente. »

NOVEMBRE 2025

Table des matières

Remerciements	4
Résumé exécutif	5
Messages clés	9
Contexte et vue d'ensemble	10
Introduction	10
JASS et la théorie du changement.....	10
Objectifs de ce rapport	11
Méthodologie	11
Approche générale.....	11
Sources de données	12
Aperçu des incidents SAP (mai-décembre 2024).....	12
Approche analytique	13
Feuille de route pour ce rapport.....	13
Partie 1 : Localiser l'alerte précoce et la réponse : Leçons du Sahel à la Commune.....	14
Des mécanismes régionaux aux solutions locales : Les systèmes d'alerte précoce au Sahel	14
L'évolution du SAP de Mercy Corps : Un modèle communautaire de prévention des conflits et de réponse précoce au Mali.....	17
Mise en place du SAP	20
Mise en place de la CRC	21
Renforcement des capacités et remontée des incidents	23
Sensibilisation de la communauté et suivi	24
Résumé des principaux défis	25
Implications et orientations futures	27
Renforcement de l'alerte précoce : Collecte de données, analyse et renforcement de la confiance	27
Renforcer la réponse précoce : Médiation, coordination et escalade des conflits	28
Partie 2. De l'alerte précoce à l'action rapide : Tendances des conflits et dynamiques de réponse dans les zones JASS.....	29
2.1. Vue d'ensemble des types d'incidents de conflit	29
Conflits et violences communautaires et violences armées	29
Conflits fonciers et catastrophes naturelles et d'origine humaine.....	32
2.2 Désagrégation des données sur les incidents SAP : Analyse géographique et de genre ..	34
Tendances géographiques dans les catégories d'incidents	35
Dynamique de genre dans les rapports d'incidents	36
2.3. Profils d'implication des acteurs dans les incidents de conflit et de crise	37
2.4. Dynamiques et tendances dans le temps	40
Schémas d'incidents et tendances temporelles.....	40

Suivi des tendances des incidents par cercle au fil du temps	43
2.5. Impact humain et matériel des incidents signalés	46
2.6. Dynamiques de réponse	48
Mobilisation de la réponse locale : profils d'acteurs dans les zones JASS	48
De la réponse à la résolution : Résultats observés dans les zones d'intervention de JASS	50
Conclusions, recommandations et implications	52
Conclusions	52
Recommandations	53
Implications	54
Références	56
Annexe A. Incidents SAP désagrégés par cercle et date	57
Annexe B. Schéma de catégorisation des incidents SAP	58

Remerciements

Ce rapport a été financé par le Bureau des Affaires du Commonwealth et du Développement (FCDO) du Royaume-Uni dans le cadre du programme Justice et Stabilité au Sahel (JASS). L'analyse fait partie de l'Evidence and Learning Agenda¹ (ELA) de JASS, qui vise à renforcer la programmation basée sur des données probantes et l'apprentissage adaptatif dans les domaines de la prévention des conflits, la gouvernance foncière et les initiatives de résilience au Mali et au Niger.

L'étude s'appuie sur des consultations avec les responsables des composantes JASS, qui ont identifié les besoins d'information prioritaires liés aux dynamiques des conflits et aux chocs climatiques. Entre août et décembre 2024, des entretiens semi-structurés ont été menés avec des membres du personnel de haut niveau du programme au Mali et au Niger, complétés par des discussions de suivi et une session d'interprétation collective avec les conseillers en sécurité de Mercy Corps Mali. Les entretiens avec les informateurs clés (KII) se sont concentrés sur le Système d'Alerte Précoce (SAP) de Mercy Corps Mali et les commissions foncières (COFO), tandis que des documents internes et ces évaluations des programmes passés et en cours de Mercy Corps ont permis d'éclairer l'analyse contextuelle.

Ce rapport a été co-rédigé par Daniel Okeiyi (Consultant en recherche, évaluation et apprentissage, responsable de la visualisation des données), Alliou Traoré (Spécialiste en consolidation de la paix et gouvernance, et l'un des principaux architectes des systèmes communautaires d'alerte précoce et de réponse rapide de Mercy Corps au Mali), Abdoul Ag Souleymane (Coordinateur Sécurité de Mercy Corps au Mali, dont les contributions ont apporté une profondeur contextuelle vitale et une clarté analytique essentielle à l'interprétation des données SAP), Paterne Aimé Petipe (Directeur du programme JASS, qui a assuré la supervision stratégique et l'alignement de l'étude avec les priorités du programme), et Patrycja Stys (Responsable Recherche JASS, qui a dirigé l'analyse et l'interprétation des résultats ainsi que la coordination de la revue et de la révision du rapport). Tiphaine Monroe a réalisé la traduction du rapport de l'anglais au français afin de rendre le document accessible à un lectorat plus large.

Ce rapport a également bénéficié des contributions et des réflexions d'un large éventail de membres de l'équipe de Mercy Corps et de partenaires au Mali, au Niger et au siège, qui ont consacré du temps à la préparation de la base de données, à la validation des résultats et à la révision du rapport. Des remerciements particuliers sont adressés à Mamadou Bamba (Responsable MEL JASS) pour la compilation et le nettoyage de l'ensemble des données SAP utilisées dans cette analyse. Nos remerciements vont également à Sarah Gibbons (Directrice Principale, Paix et Conflit – Afrique, Mercy Corps, Paix), dont la relecture attentive et les retours pertinents ont considérablement affiné l'analyse et renforcé la rigueur des recommandations et points clés.

Note au lecteur : Ce document s'adresse en premier lieu aux parties prenantes familières avec les contextes du Mali et du Niger. Par conséquent, le rapport ne fournit pas de contexte historique ou général approfondi, considéré comme une connaissance acquise pour ce public.

¹ En français, Agenda d'Apprentissage et de Preuves (ELA)

Résumé exécutif

Le programme *Justice et Stabilité au Sahel* (JASS), financé par le Royaume-Uni et mis en œuvre par Mercy Corps et ses partenaires locaux, vise à renforcer la stabilité au Mali et au Niger en promouvant une gouvernance foncière inclusive, une gestion durable des ressources naturelles et un meilleur accès à la justice pour les communautés marginalisées. Lancé au centre du Mali en 2021 et étendu en 2023 pour couvrir 24 communes à travers les deux pays, JASS est une initiative de trois ans qui s'étend jusqu'en 2026. Le programme se concentre sur l'amélioration des mécanismes de gestion des conflits, le renforcement de la résilience des communautés aux chocs liés au climat, et la production de preuves pour informer les interventions adaptatives menées localement.

Ce rapport, produit dans le cadre de l'Evidence and Learning Agenda (ELA) de JASS évalue la conception, la mise en œuvre et la performance du *Système d'Alerte Précoce* (SAP) du programme JASS - à travers les zones d'intervention au Mali. L'étude s'appuie sur les données d'incidents SAP collectées entre mai et décembre 2024, complétées par des entretiens avec des informateurs clés (KII) du personnel du programme et une session de réflexion collective avec les conseillers en sécurité de Mercy Corps, afin d'analyser les tendances des conflits, les schémas de réponse et l'efficacité globale du système.

Le rapport est divisé en deux parties principales. **La partie 1** explore l'évolution historique des systèmes d'alerte et de réponse précoce (EWERS) au Sahel, la conception et la mise en place du SAP dans le cadre du programme JASS, ainsi que les défis et les leçons apprises de sa mise en œuvre. **La partie 2** examine les données relatives aux incidents SAP afin d'identifier les principales dynamiques de conflit, d'évaluer l'efficacité des acteurs locaux de la réponse et de tirer des conclusions stratégiques pour informer la programmation future.

Ensemble, les résultats offrent des leçons essentielles pour renforcer les systèmes communautaires de prévention des conflits et garantir que les mécanismes d'alerte précoce conduisent à une action opportune et efficace.

Partie 1 : Localiser l'alerte précoce et la réponse : Leçons du Sahel à la Commune

Les systèmes d'alerte précoce en Afrique de l'Ouest – qu'il soient régionaux, comme ECOWARN², ou basés sur des modèles nationaux et communautaires – ont tous mis en évidence une leçon constante : **l'information seule ne garantit pas l'action. Pour transformer les alertes précoce en interventions efficaces, il faut des acteurs locaux de confiance, une appropriation communautaire et une volonté politique soutenue.** Le *Système d'Alerte Précoce* (SAP) de Mercy Corps, un élément clé du programme JASS, s'appuie directement sur ces enseignements en localisant la surveillance des conflits et la réponse à travers les Comités de Résolution des Conflits (CRC) et des moniteurs communautaires des conflits ; **en simplifiant et en contextualisant la catégorisation des incidents pour se concentrer sur les menaces locales les plus pertinentes** (conflits communautaires, violences et violences armées, conflits fonciers et catastrophes naturelles ou causées par l'homme) ; et **en intégrant la prévention des conflits dans les structures de gouvernance traditionnelles** tout en **renforçant l'inclusivité et la confiance auprès des groupes vulnérables.**

² Réseau d'alerte et de réponse de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (ECOWARN).

La mise en place du SAP dans les zones d'intervention de JASS a impliqué la cartographie des structures communautaires, la revitalisation ou la création de CRC, la formation des moniteurs locaux et le renforcement des cadres communautaires pour le signalement des incidents, le dialogue et l'action précoce localisée. Malgré certains défis - tels que les contraintes de ressources, l'ambiguïté occasionnelle des rôles des acteurs et les obstacles au signalement des incidents sensibles - le SAP a considérablement renforcé la capacité des communautés à détecter, analyser et répondre aux menaces émergentes avant qu'elles ne dégénèrent en violences plus étendues.

Partie 2. De l'alerte précoce à l'action précoce : Tendances des conflits et dynamiques de réponse dans les zones JASS

L'analyse des données d'incidents du SAP révèle plusieurs tendances clés concernant les quatre catégories d'incidents : les conflits communautaires, les conflits fonciers, les catastrophes naturelles et d'origine humaine, et la violence et la violence armée. **Les conflits communautaires sont les plus fréquemment signalés**, reflétant souvent des griefs historiques, des disputes de leadership et une forte compétition autour des ressources agricoles. **Les chocs climatiques et les tensions sociales se sont avérés étroitement liés**, les pics de conflits communautaires et de catastrophes naturelles suivant des schémas saisonniers presque identiques, ce qui suggère que le stress environnemental intensifie la concurrence pour les ressources. En revanche, les **conflits fonciers semblent davantage liés à des questions de propriété et présentent des dynamiques temporelles différentes**.

Des variations géographiques significatives ont été observées. **Koutiala a enregistré les niveaux d'incidents les plus élevés dans toutes les catégories**, soulignant le besoin critique de mesures ciblées de prévention des conflits et de résilience aux catastrophes. **À Niono, des niveaux élevés de violence armée ont été signalés**, mais un nombre minime d'autres types de conflits ont été signalés, ce qui suggère une modification de la dynamique des conflits dans un contexte de menaces sécuritaires omniprésentes. **San a connu des niveaux particulièrement élevés de conflits fonciers**, ce qui soutient l'importance du renforcement des structures de gouvernance foncière.

Des tendances notables ont également été observées en matière de genre et de profil des acteurs impliqués. **Les femmes étaient rarement les seules actrices des incidents signalés, tandis que les agriculteurs, les éleveurs et les commerçants étaient les groupes les plus fréquemment impliqués**. Les autorités administratives, les leaders communautaires, les CRC et *les commissions foncières (COFO)* ont été les premiers à réagir aux incidents, les autorités administratives ayant obtenu le plus grand nombre de résolutions réussies dans l'ensemble. **Les taux de résolution étaient les plus élevés pour les conflits communautaires (73%) et les plus faibles pour les conflits fonciers (51%)**, reflétant la complexité variable de ces différends et les structures de gouvernance qui les encadrent. **Dans l'ensemble, 61 % des incidents ont été résolus**, ce qui souligne l'efficacité du modèle de réponse localisée et communautaire du SAP.

Implications stratégiques

L'expérience du SAP dans les zones JASS réaffirme l'importance cruciale d'accorder la priorité à l'appropriation communautaire, aux structures locales de confiance et à une gouvernance inclusive dans les systèmes d'alerte précoce et de réponse rapide. **Des programmes adaptés aux dynamiques spécifiques des conflits et du climat au niveau local sont essentiels, en particulier compte tenu des variations régionales identifiées à Koutiala, San et Niono**. Le renforcement des mécanismes de gouvernance

foncière, l'amélioration de la préparation aux catastrophes et l'élargissement de la coordination en matière de sécurité – en particulier dans les zones fortement exposées à l'insécurité – sont essentiels pour maintenir les progrès réalisés grâce au SAP.

Par ailleurs, un investissement continu dans la formation technique, l'affinement des données et la recherche qualitative sur les facteurs de conflit est nécessaire pour renforcer la crédibilité, l'adaptabilité et l'impact à long terme du SAP. En fin de compte, le succès du SAP réaffirme une leçon centrale de la prévention des conflits dans les environnements fragiles : **l'alerte précoce doit impérativement être accompagnée d'une action précoce, efficace et menée par les communautés afin de prévenir l'escalade et de promouvoir la résilience.**

Recommandations pour renforcer le SAP et la réponse précoce dans le cadre de JASS

1. Amélioration de la fonctionnalité du SAP

(Mise en œuvre et apprentissage du programme JASS)

- **Étendre la formation technique et le soutien opérationnel aux CRC et aux COFO**, en particulier pour la médiation des litiges fonciers et la réponse aux catastrophes, afin de renforcer les capacités d'intervention précoce.
- **Affiner la collecte des données SAP et les protocoles de catégorisation des acteurs et des incidents** afin d'améliorer la précision des rapports, de soutenir des analyses plus rigoureuses et de renforcer la programmation adaptative.

2. Amélioration des systèmes d'alerte précoce

(Mise en œuvre et apprentissage du programme JASS + FCDO et parties prenantes politiques plus larges)

- **Renforcer la priorité accordée à l'appropriation et à l'inclusion des communautés**, en renforçant la participation des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap dans les structures du SAP et CRC et au-delà – afin d'accroître la légitimité et la confiance, sans lesquelles le SAP ne peut pas fonctionner.
- **Continuer à investir dans des programmes ciblés de résilience climatique** pour répondre aux liens entre les chocs environnementaux et les conflits, y compris le soutien à la gouvernance foncière locale et aux systèmes de préparation aux catastrophes, ainsi que la réalisation d'analyses quantitatives et qualitatives des facteurs qui sous-tendent les variations géographiques et temporelles des dynamiques conflictuelles observées.

3. Amélioration des mécanismes de réponse précoce

(Mise en œuvre et apprentissage du programme JASS + FCDO et acteurs politiques plus larges)

- **Renforcer les mécanismes locaux d'orientation et de remontée d'information** entre les CRC, les autorités administratives et les acteurs de la sécurité nationale, afin de traiter les cas complexes et de renforcer la confiance dans les mécanismes formels de résolution des conflits.

- **Approfondir les partenariats avec les forces de sécurité dans les zones à haut risque, telles que Niono**, pour protéger les civils, soutenir les interventions précoces et mieux intégrer les enjeux sécuritaires dans les stratégies locales de gestion des conflits.

Messages clés

MESSAGES CLÉS



L'information seule est insuffisante pour prévenir les conflits ; la force des structures locales et la volonté politique sont tout aussi essentielles.

L'appropriation communautaire, la confiance et l'inclusivité – en particulier la participation des femmes, des jeunes et des personnes en situation de handicap – sont essentielles à l'efficacité du SAP.

Les chocs climatiques et les tensions liées aux ressources sont des facteurs majeurs de conflit, ce qui renforce la nécessité de programmes intégrés de résilience et de gouvernance.



Les conflits fonciers, bien que fréquents, sont moins violents que les conflits communautaires, ce qui souligne l'importance d'efforts ciblés en matière de médiation et de gouvernance foncière.



Les Comités de Résolution des Conflits (CRC) communautaires sont des acteurs clés de la prévention des conflits, mais nécessitent un meilleur soutien sur les plans technique, financier et institutionnel.



Les zones à forte insécurité, comme Niono, nécessitent des approches intégrées combinant l'alerte précoce, protection des civils et un engagement renforcé de l'État.



Le SAP a démontré le potentiel des systèmes d'alerte précoce décentralisés et communautaires pour prévenir l'escalade des conflits, mais un investissement et une adaptation continus sont essentiels pour pérenniser son impact.



Le renforcement des systèmes localisés d'alerte et de réponse précoce constitue l'une des voies les plus efficaces pour bâtir une stabilité durable dans les contextes fragiles du Sahel.

Contexte et vue d'ensemble

Introduction

Dans l'ensemble du Sahel, les systèmes communautaires de suivi des conflits gagnent en importance, car les gouvernements et les acteurs humanitaires cherchent à faire face à la complexité croissante des conflits locaux, des chocs climatiques et de la violence extrémiste. Les limites des systèmes nationaux d'alerte précoce et de réponse rapide (EWERS) – qui manquent souvent de ressources, sont trop centralisés ou déconnectés des réalités locales – ont mis en évidence la valeur des approches décentralisées et dirigées par les communautés. Au Mali, le *Système d'Alerte Précoce* (SAP) mise en œuvre par Mercy Corps dans le cadre du programme Justice et Stabilité au Sahel (JASS) représente un tel modèle.

Ce rapport examine le SAP en tant que mécanisme localisé d'EWERS déployé dans les zones d'intervention du programme JASS au Mali. Grâce au suivi en temps réel des communautés, à la collecte structurée de données et à une réponse coordonnée via les Comités de Résolution des Conflits (CRC), le SAP vise à détecter précocelement les risques de conflit et à y répondre avant qu'ils ne s'aggravent. En analysant la fonctionnalité et la performance du SAP, ce rapport offre un aperçu de la manière dont les systèmes d'alerte précoce peuvent être adaptés aux contextes fragiles et affectés par le climat dans la région du Sahel.

JASS et la théorie du changement

Financé par le Royaume-Uni, le programme JASS promeut la stabilité et la gouvernance inclusive au Mali et au Niger, en particulier dans les zones confrontées à une insécurité croissante. Lancé au centre du Mali en 2021, le programme a été étendu en 2023 pour couvrir 24 communes à travers les deux pays, et doit se poursuivre jusqu'en 2026. Le programme est mis en œuvre par Mercy Corps en partenariat avec les ONG AMEDD au Mali et Cercle Dev au Niger.

JASS s'articule autour d'une théorie du changement tenant compte de la complexité de trois résultats se renforçant mutuellement :

- **Résultat 1** : Amélioration de la capacité de gestion des conflits et de la collaboration entre les communautés divisées par les conflits, ainsi qu'entre ces communautés et les institutions, afin d'atténuer et de résoudre les conflits liés à la terre et aux ressources naturelles.
- **Résultat 2** : Renforcement de la résilience aux chocs climatiques et aux facteurs de stress afin de réduire la fréquence et l'impact des conflits liés à la terre et aux autres ressources naturelles dans le Sahel.
- **Résultat 3** : Amélioration de la base de données probantes pour une conception et une mise en œuvre plus efficace des programmes, ainsi que pour favoriser une action coordonnée et une appropriation renforcée par les parties prenantes clés.

Selon la théorie du changement, si les institutions de gestion des conflits sont inclusives, mieux coordonnées et soutenues par des acteurs locaux autonomisés (résultat 1), et si les communautés sont plus résilientes face aux pressions environnementales et si les jeunes ont accès à des moyens de subsistance adaptés au climat (résultat 2), alors les tensions liées aux ressources peuvent être atténuées avant de s'aggraver. En ancrant cette approche dans des données rigoureuses et issues du terrain (résultat 3), le

programme JASS vise à renforcer ses interventions et à influencer des investissements plus larges de la justice foncière et de la prévention des conflits.

Le SAP est au cœur de la mise en œuvre opérationnelle de ces résultats par JASS. Il permet un suivi en temps réel des conflits et des catastrophes, facilite une réponse menée par les communautés, et fournit des données pour éclairer la prise de décision programmatique. À ce titre, le SAP soutient directement le **résultat 3**, tout en servant de mécanisme pour tester les hypothèses clés des **résultats 1 et 2**.

Objectifs de ce rapport

Ce rapport contribue à l'ELA (Evidence and Learning Agenda³) de JASS, qui vise à tester les hypothèses critiques de la théorie du changement et à renforcer l'apprentissage du programme. Plus précisément, cette étude vise à :

- Évaluer la conception, la mise en œuvre et la performance du SAP en tant que mécanisme localisé d'alerte précoce et de réponse rapide ;
- Identifier les tendances longitudinales des incidents liés aux conflits et aux catastrophes dans les zones d'intervention du programme JASS ;
- Comprendre comment les différents acteurs réagissent aux incidents signalés et avec quels résultats ;
- Générer des données pour informer la gestion adaptative et l'ajustement des stratégies du programme en matière de sensibilisation, de facilitation du dialogue et de formation des moniteurs ;
- Explorer l'intersection entre les chocs climatiques et les dynamiques de conflit, et mettre en évidence les possibilités de programmation en résilience climatique sensible aux conflits.

Ce faisant, le rapport répond aux principales priorités d'apprentissage liées à la médiation des conflits, à la gouvernance des terres et des ressources naturelles, et aux moyens de subsistance sensibles au climat – tout en intégrant des thématiques transversales telles que le genre, l'inclusion et les variations géographiques.

Méthodologie

Approche générale

Cette étude combine une analyse originale des données d'incidents du SAP (*Système d'Alerte Précoce*) avec des consultations avec les parties prenantes du programme et un examen des évaluations internes. L'approche vise à identifier les tendances longitudinales des conflits et des catastrophes, sur la compréhension des dynamiques de réponse et sur le soutien à l'adaptation du programme sur la base de données probantes, en particulier dans le cadre des résultats 1, 2 et 3 de la Théorie du Changement de JASS.

³ En français, Agenda d'Apprentissage et de Preuves (ELA)

Sources de données

L'analyse s'appuie sur trois sources principales de données :

- **Les rapports d'incidents SAP** : Données collectées en continu par des moniteurs des conflits formés dans toutes les communes d'intervention du programme JASS au Mali, entre mai et décembre 2024. Les incidents couverts incluent les conflits communautaires, les violences et violences armées, les conflits fonciers, et les catastrophes naturelles et d'origine humaine ;
- **Consultations des parties prenantes** : Entretiens semi-structurés menés avec onze membres seniors de l'équipe programme (sept au Mali et quatre au Niger) entre août et décembre 2024, complétés par des discussions de suivi. En décembre 2024, une session d'interprétation collective (*sensemaking*) a été organisée avec les conseillers sécurité de Mercy Corps Mali afin de valider les tendances émergentes et d'affiner les interprétations.
- **Documents internes du programme et évaluations** : Des éléments contextuels et analytiques supplémentaires ont été tirés d'évaluations internes et d'analyses antérieures du programme portant sur la gestion des conflits et les systèmes d'alerte précoce.

Aperçu des incidents SAP (mai à décembre 2024)

Au cours de la période d'analyse de huit mois :

- Un total de **291 incidents** a été enregistrés.
- Parmi ceux-ci, **284 incidents (98%)** ont reçu une réponse.
- **174 incidents (61% des incidents ayant fait l'objet d'une réponse)** ont été résolus avec succès.

Les incidents ont été classés comme suit :

Catégorie	Sous-catégories	Nombre d'incidents
Conflit communautaire (A1-A15)	15	130
Violence et violence armée (B1-B14)	14	69
Conflits fonciers (C1-C21)	21	58
Catastrophes naturelles et d'origine humaine (D1-D8)	8	34

Les conflits communautaires sont le type d'incident le plus fréquemment signalé, suivis par la violence et la violence armée, ce qui souligne l'importance d'une gestion durable des conflits et des efforts de résilience des communautés. Les chocs naturels et climatiques, bien que moins fréquents, ont causé le plus grand nombre de décès et de dégâts matériels.

Approche analytique

Les données quantitatives d'incidents issus du SAP ont été analysées à l'aide du logiciel Tableau pour la visualisation et l'analyse des tendances longitudinales. Pour garantir la cohérence des résultats, seuls les rapports d'incidents collectés après la recatégorisation des types d'incidents SAP en avril 2024 ont été inclus. L'ensemble des données antérieures ont été exclus en raison de leur incompatibilité avec le nouveau cadre de catégorisation.

Une triangulation a été effectuée avec les données d'incidents de l'Organisation internationale pour la sécurité des ONG (INSO), bien que les différences dans les mandats de déclaration et de catégorisation aient limité la comparabilité directe. Le SAP reflète des incidents signalés par les communautés, tandis que l'INSO recueille principalement les incidents affectant l'accès et les opérations humanitaires.

Parmi les défis rencontrés figurent la sous-déclaration par les communautés d'incidents sensibles (tels que les violences domestiques ou les activités de groupes radicaux), des ambiguïtés dans la catégorisation des acteurs qui occupent plusieurs rôles (par exemple, des autorités administratives qui sont également membres de la CRC), et des incohérences dans les retours d'information sur les orientations, en particulier pour les incidents transmis aux *Forces de défense et de sécurité* (FDS) maliennes.

Les résultats sont désagrégés par cercle (Banamba, Bla, Koutiala, Niono et San), mais ne s'appliquent qu'aux communes et villages d'intervention du programme JASS et ne doivent pas être généralisés à l'ensemble des zones administratives concernées.

Feuille de route pour ce rapport

Le rapport est divisé en deux parties principales.

La première partie explore le contexte général et l'opérationnalisation du SAP au Mali. Elle commence par un examen de l'évolution des systèmes d'alerte et de réponse précoce dans le Sahel, en situant le SAP dans les tendances régionales. Elle retrace ensuite le développement des approches communautaires de prévention des conflits de Mercy Corps, toutes les formes d'EWERS, qui ont abouti à la mise en place du SAP sous l'égide de JASS. La section comprend un compte-rendu détaillé de la mise en place, de la structure et de la fonctionnalité du SAP – soulignant comment les CRC, les moniteurs de conflits communautaires et les forums communautaires travaillent ensemble pour permettre une réponse prématuée – et se termine par une discussion sur les principaux défis et les leçons apprises.

La deuxième partie présente les résultats d'une analyse longitudinale des données d'incidents collectées par le SAP entre mai et décembre 2024. Elle examine les tendances selon les types d'incidents (conflits communautaires, litiges fonciers, catastrophes et violence), ventilés par géographie, par sexe et par profil d'acteur. Elle évalue les schémas de réponse et de résolution des incidents, explore les implications des impacts des conflits, et propose une réflexion sur la valeur opérationnelle et stratégique des données SAP pour la programmation et les politiques.

Ensemble, ces deux parties offrent une vision intégrée du SAP en tant que modèle d'EWERS ancré localement – soulignant à la fois ses contributions au programme JASS et sa pertinence pour les efforts de consolidation de la paix à plus grande échelle au Sahel.

Partie 1 : Localiser l'alerte précoce et la réponse : Leçons du Sahel à la Commune

Partie 1 retrace l'évolution des systèmes d'alerte précoce et de réponse rapide (EWERS) au Sahel et examine comment ces mécanismes ont été adaptés et localisés dans le cadre du programme JASS au Mali, en s'appuyant sur leur utilisation dans des programmes antérieurs de Mercy Corps. Elle commence par situer le *Système d'Alerte Précoce* (SAP) de Mercy Corps dans un contexte régional plus large, en explorant les ambitions et les limites de systèmes à grande échelle tels que ECOWARN⁴ et le rôle d'acteurs de la société civile comme WANEP⁵. La section analyse ensuite le développement du SAP en tant que modèle communautaire de prévention des conflits et de réponse précoce – ancré dans les structures de gouvernance traditionnelles, réactif aux dynamiques locales, et conçu pour privilégier une action rapide et menée par les communautés.

L'expérience du SAP confirme un constat essentiel : l'information seule ne suffit pas. L'efficacité des systèmes d'alerte précoce dépend de la volonté politique, de la solidité et de la légitimité des structures locales telles que les *Comités de Résolution des Conflits* (CRC), et de la capacité des communautés à traduire les alertes en réponses opportunes. Lorsque les CRC sont inclusifs, crédibles et bien soutenus, le SAP a démontré un réel potentiel pour prévenir l'escalade. Cependant, des défis persistants – tels que le manque de ressources, les lacunes en matière de capacités et la concurrence entre structures de gouvernance – rappellent que l'alerte précoce doit être constamment accompagnée d'un investissement dans une action précoce, collective et fiable.

La localisation d'EWERS comme le SAP offre des enseignements importants pour la prévention des conflits dans les contextes fragiles. Cependant, la pérennisation et l'élargissement de ces acquis nécessiteront non seulement des améliorations techniques, mais aussi un engagement plus profond avec les dynamiques politiques et sociales qui déterminent si les alertes précoce sont prises en compte – ou ignorées. Cette section explore à la fois les avancées réalisées et les obstacles qu'il reste à surmonter pour réaliser le plein potentiel de l'alerte précoce et de la réponse communautaire dans le Sahel.

Des mécanismes régionaux aux solutions locales : Les systèmes d'alerte précoce au Sahel

Le *Système d'Alerte Précoce* (SAP) de Mercy Corps, mis en œuvre dans le cadre du programme JASS, s'appuie sur une longue histoire de systèmes d'alerte et de réponse précoce (EWERS) au Sahel. Bien que des mécanismes régionaux tels que le Réseau d'Alerte et de Réponse de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOWARN) aient posé les bases initiales, des défis persistants – notamment le manque d'appropriation nationale, la complexité opérationnelle et le désengagement progressif de la société civile – ont mis en évidence la nécessité de solutions plus localisées et axées sur la communauté. La conception du SAP intègre les enseignements clés tirés de ces efforts régionaux, en proposant un

⁴ Réseau d'alerte et de réponse de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (ECOWARN).

⁵ Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP), une coalition de 300 organisations de la société civile.

modèle mieux adapté aux réalités de la prévention et de la gestion des conflits dans des contextes fragiles comme le Mali.

À la suite de la révision du traité de 1993 et du protocole de sécurité de 1999, la CEDEAO s'est engagée à créer un système régional d'observation de la paix et de la sécurité.⁶ Cela a conduit à la création d'ECOWARN, soutenu par le Réseau pour la Consolidation de la Paix en Afrique de l'Ouest (WANEP), une coalition de 300 organisations de la société civile.⁷ ECOWARN a été conçu pour collecter et analyser des données vérifiables en temps réel à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, en s'appuyant sur les agences de l'ONU, des organisations régionales, des gouvernements, des ONG, la société civile et les médias.

Fondé sur une approche de sécurité humaine, ECOWARN surveillait un large éventail de secteurs – notamment l'agriculture, l'économie, la gouvernance, la santé, la criminalité, les services sociaux, les communications, les catastrophes naturelles, la médiation, la sécurité, la culture et les groupes vulnérables (tels que les femmes, les enfants et les réfugiés).⁸ Sa plateforme informatisée suivait **93 indicateurs** et produisait des rapports réguliers destinés à orienter la planification des mesures d'urgence pour les instances dirigeantes de la CEDEAO.⁹

Cependant, la **complexité opérationnelle** et la **portée sectorielle** d'ECOWARN sont devenues des faiblesses majeures. Plutôt que de permettre des réponses ciblées et rapides, l'étendue du système diluait souvent son efficacité. D'autres défis, tels que la concurrence et les problèmes de coordination avec d'autres initiatives régionales comme le Système Continental d'Alerte Précoce (CEWS¹⁰) de l'Union africaine et le Mécanisme d'Alerte et de Réaction Précoce aux Conflits (CEWARN) de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, ont également nuit à son efficacité.

En outre, le succès de l'ECOWARN dépendait essentiellement de la force et de la réactivité des structures locales de gestion des conflits. Lorsque ces mécanismes étaient faibles, l'alerte précoce ne parvenait souvent pas à déclencher une réaction précoce significative.



« Les leçons tirées des interventions en Afrique de l'Ouest et au-delà suggèrent que c'est souvent la volonté politique – et non le manque d'informations – qui détermine les réponses précoces aux alertes. » - Angela Ndinga-Muvumba & Abdul Lamin, 2006

⁶ Angela Ndinga-Muvumba et Abdul Lamin, "West Africa's Evolving Security Architecture : Looking Back to the Future", The ECOWAS Early Warning System (Centre for Conflict Resolution, 2006), chrome-extension://efaidnbmnnibpcajpcgclefindmkaj/https://www.jstor.org/stable/pdf/resrep05185.9.pdf.

⁷ Ndinga-Muvumba et Lamin.

⁸ WANEP, 'Alerte Précoce et Prévention Des Conflits - WANEP-TOGO', ND, <https://waneptogo.org/site/warn-warning-response-network/>.

⁹ Ndinga-Muvumba et Lamin, 'West Africa's Evolving Security Architecture : Looking Back to the Future'.

¹⁰ En anglaise, Continental Early Warning System

Cela souligne l'importance centrale d'acteurs locaux forts et légitimes – tels que les *Comités de Résolution des Conflits* (CRC) – pour la réussite de tout système d'alerte et de réponse précoce. En réponse à ces défis, ECOWARN a été décentralisé en 2015 afin de favoriser des réponses plus rapides et mieux ancrées localement.¹¹ Le Mali a établi le premier Centre National d'Alerte Précoce à Bamako en 2018, et en 2024, 11 centres nationaux étaient opérationnels à travers le Sahel. Ces centres s'appuient sur **92 moniteurs** chargés de rendre compte de **42 types d'événements** et de **52 indicateurs prédéfinis de sécurité humaine** ; les **Comités Communaux de Réconciliation** (CCR) constituent les structures nationales formelles chargées de gérer, de résoudre ou d'orienter vers les niveaux supérieurs les incidents qui leur sont rapportés.¹² WANEP demeure un partenaire clé intégré à ces EWERS plus larges.

Malgré les efforts de décentralisation, les systèmes nationaux continuent de se heurter à des obstacles importants. Le site web de WANEP-Mali (<https://wanepmali.org/>), créé en 2002, est inactif depuis 2021, et le site de WANEP-Niger (<https://www.wanepniger.org/>) n'est plus accessible. Le dernier rapport de WANEP au Niger a coïncidé avec le coup d'État de juillet 2023, et aucune autre mise à jour systématique n'a suivi. WANEP continue d'analyser les développements au Mali et au Niger à partir des données secondaires provenant de l'UNICEF, le HCR, la BBC, le Guardian, VOA, ACLED, Aid Worker Security Data (AWS) et d'autres médias.¹³

C'est dans ce contexte que le SAP de Mercy Corps se distingue. Le SAP s'inspire des principes fondateurs d'ECOWARN et de l'expérience de WANEP, tout en répondant délibérément à plusieurs de leurs limites, en particulier en :

- Recentrant l'approche sur des indicateurs spécifiquement liés aux conflits et priorisés par les communautés ;
- Promouvant l'appropriation totale par les communautés, depuis la définition des indicateurs jusqu'aux actions de réponse ;
- Simplifiant la collecte et l'analyse des données, afin de produire des alertes plus exploitables et pertinentes ;
- **Renforçant et autonomisant les structures locales de réponse, en particulier les Comités de Résolution des Conflits (CRC) établis dans le cadre du SAP de Mercy Corps, afin d'assurer que les alertes précoce se traduisent par des réponses rapides, crédibles et prises en charge localement.**

En s'appuyant sur les structures et savoirs locaux, le SAP renforce la résilience, la confiance et l'adaptabilité – précisément là où les systèmes régionaux plus larges ont montré leurs limites. À mesure que les mécanismes régionaux s'affaiblissent, l'importance des systèmes localisés d'alerte et de réponse précoce comme le SAP devient de plus en plus évidente, offrant un modèle évolutif de prévention des conflits et de renforcement de la résilience dans les environnements fragiles.

¹¹ WANEP, 'Alerte Précoce et Prévention Des Conflits - WANEP-TOGO'.

¹² ReliefWeb, 'ECOWAS Early Warning Directorate Exchange and Assessment Mission to Liberia National Early Warning Center - Liberia', 26 juillet 2024, <https://reliefweb.int/report/liberia/ecowas-early-warning-directorate-exchange-and-assessment-mission-liberia-national-early-warning-center>.

¹³ WANEP, 'West Africa Early Warning Outlook 2024' (WANEP, février 2024), chrome-extension://efaidnbmnbpcajpcgkclefindmkaj/https://wanep.org/wanep/wp-content/uploads/2024/04/WANEP-Annual-Peace-and-Security-Outlook-2024.pdf.

L'évolution du SAP de Mercy Corps : Un modèle communautaire de prévention des conflits et de réponse précoce au Mali

La prévention et la gestion des conflits locaux, ainsi que le renforcement de la cohésion sociale, ont été au cœur de nombreux programmes de Mercy Corps au Mali. Ces efforts ont souvent intégré une composante d'alerte précoce et de réponse rapide (EWER), tel que le SAP. Contrairement à l'ECOWARN, le SAP n'est pas basé sur un cadre général de sécurité humaine. Il s'agit plutôt d'un **système porté par les communautés et fondé sur l'appropriation locale**, axé sur un ensemble plus restreint de catégories d'incidents : ¹⁴

- Conflits intercommunautaires et intracommunautaires ;
- Violence et violence armée ;
- Conflits fonciers ;
- Catastrophes naturelles et d'origine humaine.

Il est important de souligner que le SAP a été conçu comme un **mécanisme endogène**, dans lequel les communautés définissent elles-mêmes les indicateurs à surveiller. Cela facilite non seulement la **pertinence** mais aussi l'**appropriation** des réponses locales. La structure simplifiée du SAP, adaptée aux besoins locaux, facilite la mise en œuvre tout en tenant compte de la complexité des réalités sécuritaires.

Le SAP de Mercy Corps repose sur la compréhension du fait que les communautés maliennes se sont historiquement appuyées sur les **structures de gouvernance coutumière, les valeurs culturelles et les mythes fondateurs** pour gérer les conflits. Les mécanismes traditionnels – y compris les tribunaux coutumiers, les chefferies de village, les conseils de famille, les comités fonciers et les autorités religieuses ou *cadis* – ont joué un rôle essentiel dans le maintien de la stabilité. Les *cadis*, en tant que juges religieux et médiateurs, détiennent une influence particulière, en raison de la prédominance de l'Islam au Mali et dans l'ensemble du Sahel.

Quelle que soit leur forme, la confiance entre ces instances et les communautés est essentielle à leur légitimité et à leur efficacité.¹⁵

Cependant, plus d'une décennie de crises qui se chevauchent – couvrant la sécurité, la gouvernance, le climat, la santé et les défis économiques – ont gravement affaibli ces systèmes. L'insécurité et les conflits ont érodé la confiance communautaire, rendant l'accès à une information fiable et en temps opportun de plus en plus difficile, et entravant les efforts de résolution des conflits.

La revitalisation des mécanismes traditionnels de gestion des conflits et leur intégration dans les systèmes d'alerte précoce efficaces sont maintenant indispensables. Le mauvais état des routes, les engins explosifs improvisés (EEI) et les attaques armées retardent souvent l'intervention des forces

¹⁴ JASS Staff 2, KII EWERS Koutiala, 4 septembre 2024, 2.

¹⁵ Mercy Corps Mali BRiKS Document B interne, janvier 2023.

de sécurité de plus d'une demi-journée, ce qui rend les mécanismes communautaires de réponse rapide essentiels pour éviter les escalades.¹⁶

Toutefois, même à l'échelle mondiale, les EWERS ont souvent du mal à déclencher des réponses rapides, en raison des contraintes de ressources – un défi qui a également affecté les initiatives SAP de Mercy Corps par le passé et qui reste une priorité d'amélioration continue.

Caractéristiques spécifiques du SAP

Malgré ces défis, le SAP a démontré un fort potentiel pour **renforcer les acteurs locaux et consolider la résilience des communautés** face aux conflits.¹⁷ Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

- Un mécanisme dédié à la prévention des tensions et de la violence, ainsi qu'au renforcement de la cohésion sociale ;
- Une pleine appropriation communautaire, depuis la définition des indicateurs jusqu'à l'élaboration des réponses ;
- Des moniteurs et des analystes locaux sélectionnés par les communautés elles-mêmes, dans le respect des normes culturelles en matière de partage d'informations internes ;
- Des réponses aux conflits ancrées dans les pratiques endogènes de résolution des différends.

Évolution à travers les programmes de Mercy Corps

Mercy Corps a appliqué et affiné le SAP à travers de multiples programmes au Mali :

- **Advancing Reconciliation and Promoting Peace (ARPP / Faire avancer la réconciliation et promouvoir la paix) (2016-18)** : Lancement des premiers efforts d'alerte précoce via une approche de dialogue intercommunautaire dans les régions de Gao, Tombouctou et Ménaka, en unissant divers groupes ethnolinguistiques.
- **Lafia (2019-20)** : Renforcement de la résilience face aux conflits et à l'extrémisme violent dans le sud du Mali.¹⁸
- **Position Refine and Operate for Peace / (PROP / Positionner, affiner et opérer pour la paix) (2019-20)** : Développement d'un système EWER qui a considérablement renforcé la résilience de Niono face aux conflits ;¹⁹ ce programme a inspiré l'intégration d'indicateurs climatiques, de données météorologiques et de prévisions traditionnelles dans le SAP (bien que les ateliers d'intégration régionale n'aient jamais été réalisés).²⁰

¹⁶ Fété Impact Cabinet de Conseil et de Formation, 'Evaluation Qualitative et Apprentissage Du Projet "Building Resilience in Kayes and Sikasso (BRiKS)" Ou "Ben Ni Bassigui"' (Bamako : Mercy Corps, Mars 2023).

¹⁷ Mercy Corps Mali, 'Internal Mercy Corps Mali BRIKS Document B' ; 'Internal Mercy Corps Mali JASS Document C', novembre 2023.

¹⁸ Mercy Corps Mali, 'LAFIA, l'atout Par Excellence Face Aux Conflits Dans Le Sud Du Mali', Mercy Corps, 2025, <https://mali.mercycorps.org/fr/research-resources/lafia-excellence-conflict-southern-mali>.

¹⁹ Mercy Corps Mali, 'Résultats Du Programme "Position Refine and Operate for Peace in Mali" (PROP)', Mercy Corps, 2025, <https://mali.mercycorps.org/fr/blog/position-refine-and-operate-for-peace>.

²⁰ Personnel de la JASS 3, KII EWERS Ségou, 4 octobre 2024, 3.

- **PASERREL (2019-24)** : Passage de mécanismes de réponse rapide à des approches de gestion des conflits et de cohésion sociale,²¹ avec des formations en prévention des conflits et un renforçant le SAP via PASERREL II et III.²²
- **Ben ni Baara (BnB) (2020-24)** : Mobilisation des Comités de Résolution des Conflits (CRC) pour promouvoir la cohésion sociale et la résolution pacifique des conflits.²³
- **Building Resilience in Kayes and Sikasso (BRiKS / Renforcement de la résilience à Kayes et Sikasso) (2021-23)** : Mise en place de systèmes d'alerte précoce (SAP), y compris des CRC, permettant aux parties prenantes locales de contenir les conflits avant qu'ils ne dégénèrent en violence.²⁴

Répondre aux principaux défis de la prévention des conflits

À travers ces programmes, le SAP a contribué à répondre à plusieurs défis persistants :

- Le manque d'informations fiables et opportunes sur les incidents liés aux conflits ;
- La faible légitimité et représentativité des parties prenantes, alimentant la méfiance ;
- La compréhension limitée des dynamiques contemporaines des conflits par les acteurs locaux.

Pour surmonter ces obstacles, les interventions ont inclus :

- Des formations en gestion des conflits à l'intention des parties prenantes ;
- La mise en place du SAP pour fournir des alertes en temps réel sur les conflits ;
- La revitalisation et la création de CRC (lorsque les CRC sont inactifs) pour ancrer les efforts locaux de résolution des conflits.

Impact démontré

L'évolution du SAP illustre des impacts significatifs dans le cadre du programme JASS et des interventions plus larges de Mercy Corps, notamment :

- La prévention des violences communautaires et la réduction des tensions ;
- Le renforcement de la participation des femmes à la gouvernance locale ;
- La consolidation de la confiance dans les structures de gouvernance grâce à des processus transparents et équitables ;
- La promotion d'un dialogue inclusif entre des groupes historiquement déconnectés ;
- L'encouragement à la résolution communautaire des problèmes, réduisant le recours aux systèmes judiciaires formels ;

²¹ Mercy Corps Mali PASERREL Document E', 2019.

²² Interne Mercy Corps Mali PASERREL II Document D, septembre 2021.

²³ Mercy Corps, 'Building Evidence for CLimate Adaptation and Peacebuilding : Insights from Mali' (Mercy Corps, janvier 2025).

²⁴ Document B interne de Mercy Corps Mali BRiKS.

- La circulation systématique d'informations sur les tensions émergentes, favorisant une culture d'alerte précoce au sein des communautés.

Positionné comme un socle des efforts de consolidation de la paix, le SAP a été identifié dès le départ comme un outil essentiel du programme JASS. Comme l'a souligné un membre de l'équipe de Mercy Corps:



« Parmi les premières activités de JASS, pour la consolidation de la paix, il était impératif de mettre en place le SAP. »

- KII EWERS Ségué, 4 octobre 2024

Le succès du SAP au Mali met en évidence le potentiel des systèmes d'alerte et de réponse rapide communautaires et localement ancré comme modèles évolutifs de prévention des conflits et de renforcement de la résilience dans des contextes fragiles.

Mise en place du SAP

Pour revitaliser ou établir le SAP dans les zones d'intervention du programme JASS, les équipes de terrain suivent un **processus participatif et communautaire**, qui s'appuie sur les structures locales existantes et les connaissances endogènes, tout en favorisant l'inclusion, la participation et une pleine appropriation communautaire.

Le processus commence par une évaluation de terrain, au cours de laquelle les équipes échangent avec les communautés pour comprendre le contexte local, identifier les acteurs clés et recenser les mécanismes communautaires existants de résolution des conflits.²⁵ Cela inclut souvent une série de forums communautaires ou d'ateliers auxquels participent le maire, les chefs de village, les leaders religieux, les représentants de la Commission Foncière (COFO), ainsi que des représentants des jeunes et des femmes issus de toutes les couches sociales.

Les communautés mentionnent fréquemment une diversité de mécanismes de gestion des conflits déjà en usage, y compris :

- **Des émissions de radio** ;
- **Les boîtes à plaintes** ;
- **Les groupes d'autodéfense** qui soutiennent la police locale ;
- **Les groupes WhatsApp** (bien qu'ils soient sous-utilisés dans les zones où la couverture réseau est faible) ;
- **Les comités de veille**, composés d'agriculteurs, d'éleveurs, de leaders religieux, de chefs traditionnels, de représentants de la société civile et d'élus locaux, chargés de gérer les crises (insécurité alimentaire, sécheresse, épidémies ou incursions armées, par exemple) ;

²⁵ Document B interne de Mercy Corps Mali BRIKS ; Document C interne de Mercy Corps Mali JASS C.

- **Les Comités Communaux de Réconciliation (CCR)**, qui font partie de l'EWERS national du Mali, fondé au sein de l'ECOWARN.



« Nous nous sommes appuyés sur les mécanismes communautaires de résolution des conflits et les CCR existants pour garantir l'inclusion des groupes marginalisés, en intégrant l'inclusivité dès le départ. »

- KII EWERS Koutiala, 4 septembre 2024

Une attention particulière est accordée au rôle des CCR. **Alors que les CCR présentent une structure et des fonctions similaires à celles des CRC du SAP de Mercy Corps, en termes de structure et de fonction, seuls les CCR sont des structures établies formelles, intégrées dans l'EWERS national du Mali.** Dans certaines communes de JASS, des CCR existaient déjà mais étaient inactifs et nécessitaient une revitalisation – comme ce fut le cas dans le cercle de Bla. Dans d'autres zones d'intervention, JASS a appuyé la création de nouveaux CRC, avec l'objectif à long terme de les formaliser en CCR par le biais d'un processus de vérification conforme aux directives et critères nationaux.

La revitalisation ou la création de ces comités est essentielle : **sans acteurs locaux de confiance et compétents, l'alerte précoce ne peut déboucher sur une réponse rapide et efficace.** En intégrant dès le départ les principes d'inclusivité, d'appropriation locale et de liaison avec les autorités locales dans la structure du SAP, JASS renforce la résilience des communautés et favorise l'alignement sur les systèmes nationaux.

Mise en place de la CRC

Une fois les structures communautaires cartographiées et les forums organisés, le programme procède à la mise en place formelle d'un CRC au niveau de la commune, **lorsqu'un CCR d'État n'existe pas ou ne peut être revitalisée.**

Généralement, le maire assure la présidence du CRC, avec des membres supplémentaires issus d'un large éventail de la communauté. Ceux-ci incluent généralement :

- Les chefs de village ;
- Des représentants de la Commission foncière (COFO) ;
- Des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) ;
- Des leaders religieux ;
- Des personnes vivant avec un handicap (PVAH) ;
- Des représentants des femmes et des jeunes ;

- Des membres du **Réseau des Communicateurs Traditionnels pour le Développement (RECOTRADE)**.²⁶

RECOTRADE rassemble des griots, les **communicateurs traditionnels et les gardiens de l'histoire orale**. Les griots jouent un rôle important dans la sensibilisation des communautés, en promouvant des messages de paix, d'unité nationale et d'inclusion sociale au-delà du statut social, de l'identité ethnolinguistique, du sexe, de l'âge, de la race et de l'affiliation politique. **Leur plaidoyer en faveur d'une identité malienne partagée, les positionne comme des acteurs clés de la consolidation de la paix et de la lutte contre l'extrémisme violent.**

Défis en matière de représentation et d'inclusion

Malgré les efforts déployés pour assurer une représentation élargie, plusieurs défis se posent en fonction de la taille et de la composition des communes. Comme l'a noté un membre de l'équipe de Mercy Corps :

« Certaines communes comptent de nombreux villages, ce qui rend difficile une représentation complète. Si une commune compte 25 villages, chacun d'entre eux doit être représenté par son chef de village et ses chefs coutumiers, ce qui limite la place des femmes et d'autres groupes sociaux. En revanche, dans les communes qui ne comptent que trois villages, l'inclusion est plus facile. Par conséquent, la taille et la composition des CRC varient considérablement. »

- KII EWERS Ségou, 4 octobre 2024

La composition d'une CRC est plafonnée à 30 personnes, avec au moins un représentant de chaque village d'une commune. La composition vise à assurer la diversité en termes de sexe, d'appartenance à un groupe ethnolinguistique, d'âge et de handicap. Toutefois, dans les grandes communes, la représentation obligatoire par les chefs de village limite souvent la place des femmes, des jeunes et d'autres groupes marginalisés. Par conséquent, la taille et le caractère inclusif des CRC peuvent varier considérablement d'une zone d'intervention à l'autre.

Validation du CRC et sélection des moniteurs communautaires des conflits

Une fois que la liste proposée des membres du CRC est ratifiée par la communauté, le maire officialise le comité au niveau de la commune avec une signature officielle. Les membres de la CRC sélectionnent ensuite trois moniteurs de conflits communautaires par commune – généralement deux hommes et une femme – sur la base des critères suivants :

- **Résidence permanente dans la communauté ;**

²⁶ Personnel de la JASS 2, KII EWERS Koutiala, 2 ; Personnel de la JASS 3, KII EWERS Ségou, 3.

- **Solide réseau local permettant une bonne circulation d'information ;**
- **Maîtrise de l'écrit pour signaler les incidents par le biais d'un smartphone** ²⁷

En cas de besoin, les moniteurs reçoivent le soutien des assistants de programme de Mercy Corps. Ce soutien peut inclure une aide à la triangulation des données d'incidents, à la rédaction précise des rapports écrits ou à la soumission des rapports au **SAP** ou aux équipes de Mercy Corps sur le terrain pour qu'ils soient saisis dans la base de données du SAP.

Renforcement des capacités et remontée des incidents

Après la formalisation des CRC, les membres et les moniteurs participent à des ateliers de renforcement des capacités portant sur les points suivants :

- Les rapports d'incidents ;
- La vérification et la triangulation des informations ;
- Les techniques de prévention des conflits et de médiation.

Ils sont également dotés de matériel essentiels, d'équipements, ainsi qu'un appui technique et financier pour assurer un suivi efficace des incidents et une réponse appropriée. ²⁸

Rapport d'incident et réponse

Les moniteurs SAP enregistrent les incidents quotidiennement et soumettent des rapports par téléphone, par SMS ou sur papier (comme cela a été piloté dans le cadre de BRiKS par Fété Impact). Les alertes urgentes suivent les mêmes canaux. Toutes les alertes sont triangulées à travers de multiples sources avant d'être transmises aux acteurs et organes de résolution des conflits.

Le CRC joue un rôle central dans une réponse, relayant les incidents vérifiés aux services techniques décentralisés de l'État et aux analystes de Mercy Corps si nécessaire. Les efforts de réponse suivent un système à plusieurs niveaux :

1. **Les conseils de village** traitent les litiges locaux, en n'escaladant que les cas non résolus ;
2. **Les CRC au niveau communal** interviennent dans les différends plus complexes ;
3. **Les autorités de niveau supérieur** prennent en charge les incidents graves ou de grande envergure.

Systèmes de remontée des incidents : ODK et CommCare

Les données sur les incidents étaient initialement saisies à l'aide d'ODK (Open Data Kit) et mises à jour mensuellement.²⁹ Plus récemment, la gestion des données a été transférée vers des tableaux de bord de CommCare. Toutefois, cette transition vers CommCare a introduit de nouveaux défis, comme l'a expliqué un coordinateur de programme :

²⁷ Document C interne de Mercy Corps Mali-JASS.

²⁸ Document C interne de Mercy Corps Mali JASS".

²⁹ Personnel 2 de JASS, KII EWERS Koutiala, 2.



« Il y a des problèmes liés au passage à CommCare. Avec ODK, nous pouvions aller directement voir les moniteurs pour clarifier les incohérences si la catégorisation de l'incident ne correspondait pas à la narration. CommCare, en revanche, impose une catégorisation rigide et il est difficile à modifier. Nous devons désormais d'abord renvoyer le rapport au SAP, le réviser et le vérifier, puis l'envoyer à l'équipe MEL pour qu'il soit corrigé et analysé dans CommCare. »

- KII EWERS Koutiala, 4 septembre 2024

Les limites de CommCare sont les suivantes :³⁰

- Restriction à l'extraction mensuelle des données ;
- Difficulté à modifier la catégorisation des incidents ;
- Désagrégation limitée des détails des incidents, ce qui réduit la profondeur de l'analyse.

Des efforts sont en cours pour améliorer la qualité des données et s'assurer que les rapports du SAP restent opportuns, précis et exploitables.

Sensibilisation de la communauté et suivi

La sensibilisation des communautés est essentielle à la réussite du SAP. Des supports éducatifs sont utilisés pour expliquer les objectifs du SAP, insister sur la confidentialité des informations, et encourager la remontée des incidents sans crainte de représailles.³¹

Des suivis réguliers et une collecte continue de données permettent d'évaluer les tendances en matière d'incidents et l'efficacité des réponses communautaires. Pour renforcer davantage le SAP, il est nécessaire d'accorder plus d'attention à la mesure des éléments suivants :

- La rapidité avec laquelle les informations sont reçues et vérifiées ;
- Qui agit dessus ;
- Quelles réponses sont déclenchées et quelle est leur niveau d'efficacité.

Certaines de ces questions sont abordées dans la partie 2 du rapport, par le biais d'analyses des données du SAP.

Forums communautaires et engagement des CRC

³⁰ Personnel JASS 3, KII EWERS Ségou, 3.

³¹ Mercy Corps Mali JASS Document C' ; Fété Impact Cabinet de Conseil et de Formation, 'Evaluation Qualitative et Apprentissage Du Projet "Building Resilience in Kayes and Sikasso (BRiKS)" Ou "Ben Ni Bassigui"'.

Faute de ressources suffisantes, les CRC se réunissent souvent en fonction des besoins plutôt que sur une base mensuelle. La distance, les frais de déplacement et le financement limité constituent des obstacles majeurs. Pour s'adapter, les forums communautaires bimensuels ont une double fonction : maintenir les activités des CRC et renforcer l'engagement de la communauté.

Lors de ces forums, les CRC

- Partagent les rapports d'incidents mensuels via les tableaux de bord CommCare ;
- Clarifient et mettent à jour les données d'incidents ;
- Discutent des résolutions et des mises à jour sur le statut des incidents ;
- Recueillent le feedback de la communauté afin d'améliorer les processus SAP.

Bien que la participation varie, les forums restent un outil essentiel pour la transparence, l'instauration de la confiance et l'adaptation du SAP en fonction des besoins de la communauté. Ils permettent également d'identifier les priorités des microprojets visant à résoudre les problèmes mis en évidence par les rapports SAP, ce qui fait partie de leur fonction initiale.

Résumé des principaux défis

Bien que le SAP ait considérablement renforcé les capacités locales de prévention des conflits et de réponse rapide, la mise en place et le maintien d'un système d'alerte précoce piloté par les communautés dans des contextes fragiles comme celui du Mali présentent inévitablement des défis complexes. Ces défis concernent aussi bien la **collecte et l'analyse d'informations (alerte précoce)** que le **déclenchement et la mise en œuvre de réponses efficaces (réponse rapide)**. La compréhension de ces obstacles – et l'adaptation des systèmes pour les surmonter – reste au cœur de l'amélioration continue du SAP.

Les défis de l'alerte précoce : La collecte, la vérification et l'analyse des informations

Défis techniques et opérationnels

- **Préoccupations liées à la confidentialité dans le signalement d'incidents sensibles** : Des protocoles sécurisés sont nécessaires pour protéger les informations sur les groupes radicaux, éviter les fuites et assurer la sécurité des moniteurs.³²
- **Réticence du public à signaler certains problèmes sensibles** : Les violences domestiques, les conflits familiaux et les conflits de chefferie sont souvent sous-déclarés en raison de la stigmatisation, de la peur ou d'un manque de confiance dans les mécanismes formels.³³
- **Fausses alertes et désinformation** : Certaines alertes sont exagérées ou non vérifiées, ce qui souligne la nécessité de renforcer les protocoles de vérification avant l'escalade.³⁴
- **Problèmes de réseau et retards de communication** : Une mauvaise connectivité empêche la transmission en temps voulu des rapports d'incidents, ce qui affecte la réactivité des mécanismes SAP.³⁵

³² Document C Interne de Mercy Corps Mali JASS .

³³ Fété Impact Cabinet de Conseil et de Formation, 'Evaluation Qualitative et Apprentissage Du Projet "Building Resilience in Kayes and Sikasso (BRiKS)" Ou "Ben Ni Bassigui"'.

³⁴ Fété Impact Cabinet de Conseil et de Formation.

³⁵ Fété Impact Cabinet de Conseil et de Formation.

- **L'alphanumerisation et lacunes dans les capacités techniques des agents de surveillance** : Des difficultés en lecture, écriture et utilisation des outils numériques entraînent des données d'incidents incomplètes ou de mauvaise qualité. De nombreux problèmes n'apparaissent que lors des téléchargements mensuels de données, ce qui limite les possibilités de correction en temps réel.³⁶
- **Manque de souplesse dans la gestion des données dans CommCare** : Le passage d'ODK à CommCare a compliqué la vérification et la catégorisation des données, nécessitant des étapes supplémentaires avant l'analyse.³⁷
- **Le niveau de confiance communautaire et d'engagement dans le SAP** : La connaissance limitée de l'objectif du SAP affaiblit l'engagement de la communauté et réduit les taux de signalement d'incidents.³⁸

Confiance communautaire

- **Concurrence avec les systèmes judiciaires alternatifs** : Dans les régions où la présence de l'État est faible, les communautés se tournent de plus en plus vers les systèmes de justice rapide mis en place par les groupes armés radicaux, en particulier les tribunaux de *la charia*.³⁹
- **Perception de la corruption dans l'administration étatique** : La méfiance à l'égard des structures étatiques pousse certaines communautés à se tourner vers des acteurs non étatiques, compliquant davantage les efforts de renforcement de la confiance autour du SAP.⁴⁰

Limites des capacités et des ressources

- **Formation limitée des moniteurs** : La formation peu fréquente et insuffisante réduit la capacité des moniteurs SAP à collecter et à vérifier avec précision les données relatives aux incidents.⁴¹
- **Possibilités limitées d'échange d'expériences** : Les forums SAP peu fréquents limitent l'apprentissage intercommunautaire et l'amélioration des pratiques de vérification et de rapport des incidents.⁴²

Défis de la réponse précoce : Déclencher et mettre en œuvre des actions efficaces

Défis opérationnels et financiers

- **Contraintes d'inclusivité dans la composition des CRC** : Dans les grandes communes, le plafond de 30 membres limite souvent l'espace réservé aux femmes, aux jeunes et aux autres groupes marginalisés, ce qui affecte l'inclusivité des mécanismes de réponse aux conflits.
- **Manque d'espaces de réunion structurés et de ressources** : De nombreux CRC manquent de lieux de réunion réguliers et de moyens financiers pour mener leurs activités, ce qui nuit à la continuité et à la coordination.

³⁶ JASS Staff 3, KII EWERS Ségou.

³⁷ Personnel de la JASS 3.

³⁸ Document interne de Mercy Corps Mali JASS C'.

³⁹ Personnel JASS 5, KII EWERS Bamako, 10 septembre 2024.

⁴⁰ Personnel JASS 5.

⁴¹ Fété Impact Cabinet de Conseil et de Formation, 'Evaluation Qualitative et Apprentissage Du Projet "Building Resilience in Kayes and Sikasso (BRiKS)" Ou "Ben Ni Bassigui"'.

⁴² Fété Impact Cabinet de Conseil et de Formation.

- **Contraintes financières sur les opérations des CRC** : Les retards de paiement des frais de communication et de déplacement limitent la capacité des CRC à réagir rapidement aux conflits émergents.⁴³
- **Manque de financement pour les missions de résolution des conflits** : Sans ressources dédiées, les membres des CRC et les médiateurs de village ne peuvent pas se rendre dans les zones touchées, ce qui retarde les efforts de résolution des conflits.⁴⁴
- **Distance et obstacles logistiques** : La dispersion géographique et le manque d'infrastructures de transport rendent difficiles les réunions régulières du CRC et les missions de médiation des conflits.

Défis politiques et sociaux

- **Faiblesse des mécanismes d'orientation pour les cas complexes** : Certains conflits – en particulier les conflits de chefferie, les tensions intercommunautaires et les conflits fonciers majeurs – dépassent les capacités de la CRC et nécessitent des protocoles plus clairs pour l'escalade vers les autorités de l'État ou les acteurs spécialisés.⁴⁵
- **Conflits d'intérêts au sein des structures de gouvernance locale** : Dans certains cas, les membres de la CRC ou du COFO sont directement impliqués dans les conflits qu'ils sont chargés de régler, ce qui nuit à leur neutralité et à leur légitimité.⁴⁶
- **Volonté politique et préjugés sociaux** : Même lorsque des alertes précoce sont reçues, les réponses peuvent être retardées ou bloquées par des intérêts politiques, des hiérarchies sociales ou la crainte de représailles, surtout dans les conflits sensibles.
- **Dynamiques conflictuelles transfrontalières interconnectées** : Les activités des groupes armés au-delà de frontières et leur influence sur les structures de gouvernance compliquent la dynamique des conflits locaux et les efforts de réponse.⁴⁷

Implications et orientations futures

Les défis identifiés soulignent des domaines critiques d'amélioration pour renforcer à la fois les composantes d'alerte précoce et de réponse rapide du SAP. Des actions stratégiques sont nécessaires selon deux domaines :

Renforcement de l'alerte précoce : Collecte de données, analyse et renforcement de la confiance

- **Affiner les protocoles d'établissement des rapports** afin de garantir une plus grande confidentialité, une plus grande précision et une meilleure vérification des données relatives aux incidents, en particulier pour les informations sensibles liées aux groupes armés et aux tensions sociales émergentes.

⁴³ Fété Impact Cabinet de Conseil et de Formation.

⁴⁴ JASS Staff 3, KII EWERS Ségou.

⁴⁵ Document C interne de Mercy Corps Mali JASS.

⁴⁶ Personnel de la JASS 3, KII EWERS Ségou, 3.

⁴⁷ Personnel JASS 5, KII EWERS Bamako, 5.

- **Renforcer la formation et le soutien technique aux moniteurs SAP** afin d'améliorer la collecte des données, les rapports numériques et la triangulation des informations en temps opportun.
- **Élargir les campagnes de sensibilisation des communautés** afin de renforcer la confiance dans les mécanismes SAP, d'augmenter le nombre de rapports d'incidents et de lutter contre la dépendance à l'égard des systèmes judiciaires non étatiques.
- **Renforcer les mécanismes de vérification** afin de réduire les fausses alertes et la désinformation et d'améliorer la fiabilité des données relatives aux incidents qui alimentent les analyses d'alerte précoce.

Renforcer la réponse précoce : Médiation, coordination et escalade des conflits

- **Accroître le soutien financier et logistique aux CRC** afin de permettre des missions de médiation en temps opportun, des réunions régulières et des réponses communautaires rapides aux conflits émergents.
- **Améliorer l'intégration du SAP dans les voies d'orientation officielles**, en veillant à ce que les cas complexes ou politiquement sensibles soient transmis de manière appropriée aux autorités de l'État ou à des acteurs spécialisés, sans perdre l'appropriation locale des processus de résolution des conflits.
- **Élaborer des protocoles pour gérer les conflits d'intérêts** au sein des CRC et des COFO, afin de renforcer la neutralité et la crédibilité des efforts de médiation.
- **Promouvoir les possibilités d'échange d'expériences entre les CRC et les communautés** afin de renforcer l'apprentissage, les meilleures pratiques et les approches adaptatives pour la prévention des conflits.

En relevant ces défis opérationnels, structurels et liés à la confiance, le SAP peut continuer à évoluer en tant que modèle communautaire évolutif d'alerte et de réponse précoce, en renforçant la résilience et en prévenant l'escalade des conflits dans les environnements fragiles.

S'appuyant sur les leçons opérationnelles et les évolutions stratégiques explorées dans la **partie 1, la section suivante passe du système aux preuves**. La **partie 2 analyse les données d'incidents SAP** collectées entre mai et décembre 2024, identifiant les tendances dans les dynamiques de conflit et de catastrophe, les dynamiques de réponse et la résilience des communautés. Ces aperçus offrent une compréhension plus approfondie de la façon dont les systèmes d'alerte précoce fonctionnent en pratique – et où des adaptations et des investissements supplémentaires sont nécessaires pour renforcer l'action précoce et efficace dans les contextes fragiles.

Partie 2. De l'alerte précoce à l'action rapide : Tendances des conflits et dynamiques de réponse dans les zones JASS

S'appuyant sur le contexte plus large et la base opérationnelle présentés dans la partie 1, cette section examine les preuves générées par le suivi des incidents du SAP entre mai et décembre 2024. Elle analyse les modèles d'incidents de conflit et de catastrophe dans les zones d'intervention de JASS, les acteurs impliqués, l'efficacité des réponses communautaires et institutionnelles, et les impacts humains et matériels des incidents signalés.

Au cours de ces huit mois, **291 incidents** ont été enregistrés dans les zones d'intervention de JASS. Parmi eux, **284 incidents (98%)** ont fait l'objet d'une réponse, et **174 incidents (61% des incidents ayant fait l'objet d'une réponse)** ont été résolus avec succès. Ces chiffres reflètent à la fois la réactivité des acteurs locaux et les résultats précoce du SAP en matière de renforcement des systèmes de gestion des conflits au niveau communautaire.

Les données révèlent des tendances importantes quant aux types, à la temporalité et la géographie des incidents, soulignant l'intersection entre les chocs climatiques, les tensions liées aux ressources et les dynamiques sécuritaires plus larges. Les schémas d'implication des acteurs et les résultats des réponses soulignent les forces opérationnelles du SAP, tout en montrant où l'alerte précoce se traduit – ou ne se traduit pas – par une action rapide et efficace.

Si les résultats démontrent la valeur des systèmes d'alerte précoce dirigés par les communautés pour détecter les risques émergents et faciliter les réponses locales, ils mettent également en évidence des défis persistants : la capacité inégale des Comités de Résolution des Conflits (CRC) à travers les cercles, l'influence de l'insécurité plus large sur les comportements de signalement, et les barrières structurelles qui limitent parfois les résultats de la résolution des conflits.

La compréhension de ces dynamiques est essentielle non seulement pour renforcer le SAP au sein de JASS, mais aussi pour orienter les efforts plus larges visant à localiser la prévention des conflits dans les environnements fragiles. **La partie 2 ne se contente**, donc pas de documenter le **fonctionnement du SAP** à l'examen de **ce que les données révèlent, offrant ainsi des** informations utiles pour l'adaptation des programmes, l'élaboration des politiques et l'investissement dans la résilience communautaire.

2.1. Vue d'ensemble des types d'incidents de conflit

Conflits et violences communautaires et violences armées

Les données relatives aux incidents du SAP sont classées en quatre catégories principales (voir l'annexe B pour plus de détails) :

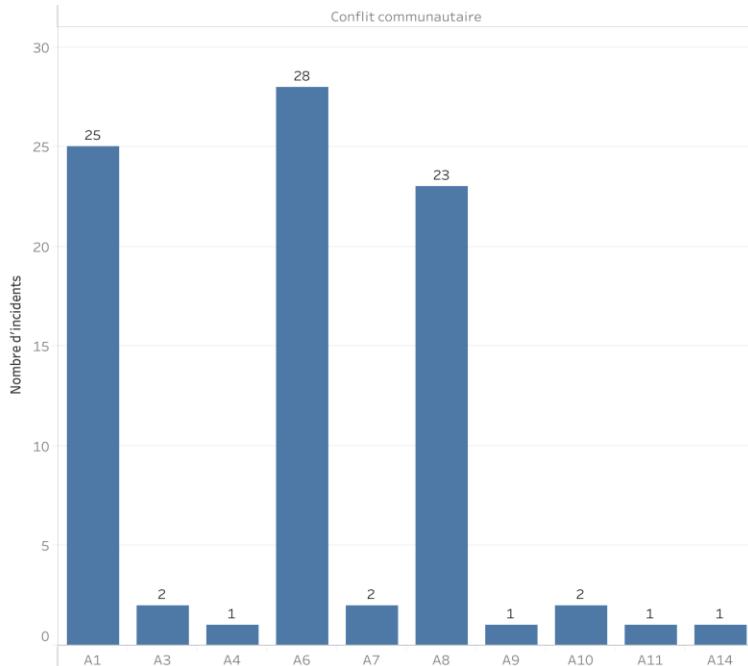
- **Catégorie A** : Conflits communautaires
- **Catégorie B** : Violence et violence armée
- **Catégorie C** : Conflit foncier
- **Catégorie D** : Catastrophes naturelles et d'origine humaine.

Cette section porte sur les incidents des catégories A et B, qui représentent une part significative de l'ensemble des rapports. Les graphiques ci-dessous présentent la fréquence des différents types de conflits communautaires (Catégorie A, panneau de gauche) et des violence et violences armées (Catégorie B, panneau de droite). L'axe des abscisses identifie les sous-catégories d'incidents (A1-A14 pour les conflits communautaires ; B1 à B14 pour les violences et les violences armées), conformément au système de catégorisation SAP détaillé à l'annexe B. Les sous-catégories sont expliquées plus en détail dans l'analyse ci-dessous, lorsqu'elles sont référencées.

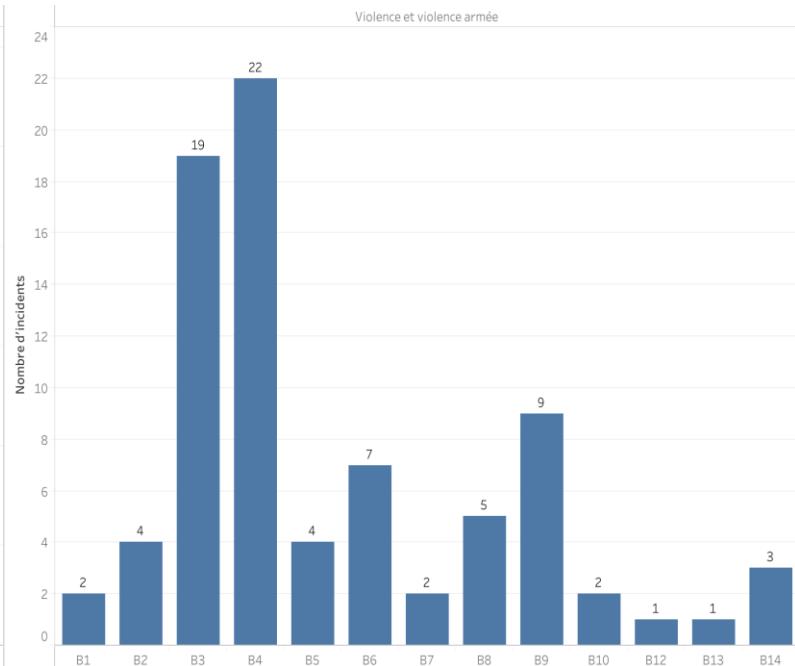
Il est important de noter que les **conflits fonciers** – bien qu'ils soient souvent étroitement liés aux **litiges communautaires** – sont classés séparément dans la **Catégorie C** et seront analysés dans une section ultérieure.

De même, les **catastrophes naturelles et d'origine humaine** sont classées dans la **Catégorie D**.

Conflits communautaires Catégorie d'incident (A)



Violence et violence armée Catégorie d'incidents (B)



Tendances des conflits communautaires

Les incidents de conflits communautaires ont varié de manière significative au cours de la période de référence de huit mois. Les trois types de conflits les plus fréquemment signalés ont été :

1. **Conflits interpersonnels latents (A6)** – 28 cas. Ces incidents reflètent la résurgence de différends de longue date et/ou de griefs historiques.
2. **Conflits de chefferie et contestations de l'autorité coutumière ou religieuse (A1)** – 25 cas.
3. **Saisie, vol ou destruction de produits agricoles, de bétail ou de pêcheries (A8)** – 23 cas.

D'autres types de conflits communautaires ont été rares, n'apparaissant qu'une ou deux fois pendant la période de rapport. Ces résultats soulignent des priorités programmatiques importantes pour JASS :

- **Renforcer les approches de médiation des griefs historiques** : La fréquence des conflits interpersonnels latents souligne la nécessité de continuer à mettre l'accent sur le renforcement de la cohésion sociale, la prévention non violente des conflits et le renforcement des mécanismes coutumiers et formels de résolution des conflits.
- **Développer des voies alternatives de résolution des conflits liés à la chefferie** : Étant donné que les membres des CRC sont parfois impliqués dans ces conflits, il convient de promouvoir des mécanismes neutres afin d'éviter les conflits d'intérêts et préserver la confiance communautaire.
- **Renforcer la confidentialité du SAP et les initiatives de renforcement de la confiance** : Le signalement actif des incidents sensibles indique que les campagnes de sensibilisation ont été efficaces et qu'elles devraient être maintenues et étendues.
- **Renforcer les mesures de sécurité locales** : La prévalence des incidents liés au vol suggère qu'il est nécessaire d'appuyer les communautés pour renforcer les initiatives de sécurité de base, telles que les patrouilles de quartier ou les systèmes de veille communautaire.

Ensemble, ces tendances renforcent l'importance d'une double stratégie dans la programmation de JASS : s'attaquer aux tensions sociales de longue date par le dialogue et la médiation, tout en renforçant parallèlement les mécanismes communautaires de renforcement de la confiance et de la sécurité élémentaire.

Tendances en matière de violence et de violence armée

Parmi les **incidents de violence et de violence armée (Catégorie B, panneau de droite)**, les types les plus fréquemment signalés ont été :

1. **Agressions ou menaces avec des armes à feu ou armes blanches (B4)** – 22 cas.
2. **Vols ou attaques à l'arme blanche ou à l'arme à feu (B3)** – 19 cas.

Compte tenu de leur gravité, ces incidents sont directement transmis aux Forces de Défense et de Sécurité de l'État (FDS) pour une réponse appropriée.

Les autres types d'incidents violents étaient moins fréquents, la plupart des catégories ayant été enregistrées neuf fois ou moins au cours de la période de huit mois. Les incidents les moins fréquemment signalés étaient :

- **Diffamation interpersonnelle et professionnelle (B12)** – 1 cas.
- **Destruction de biens communautaires, de sites religieux ou culturels (B13)** – 1 cas.

La faible occurrence de ces catégories suggère soit l'efficacité des interventions SAP pour atténuer certains types de violence dans les zones d'intervention de JASS, soit une absence relative de tels incidents au cours de la période couverte par le rapport.

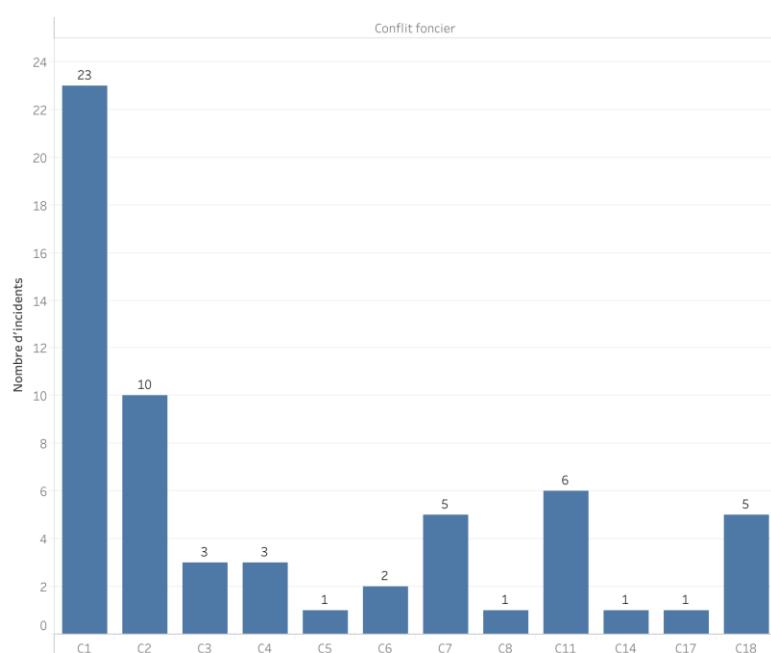
Ces résultats soulignent le rôle critique du SAP dans la détection précoce et l'escalade des incidents violents, tout en suggérant également que l'engagement soutenu de la communauté et la coordination avec

les acteurs de la sécurité de l'État restent essentiels pour maintenir la stabilité dans les zones d'intervention du programme JASS.

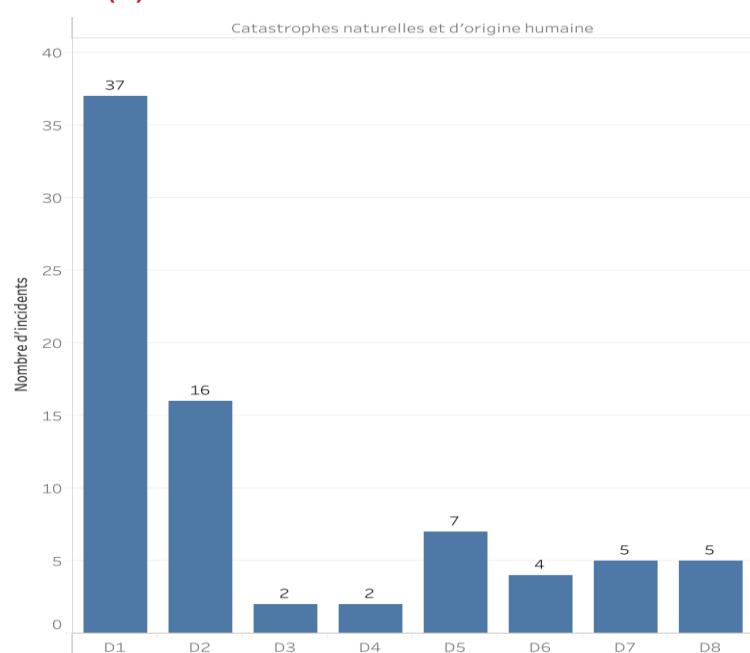
Conflits fonciers et catastrophes naturelles et d'origine humaine

Le panneau de gauche de la figure présente la prévalence des conflits fonciers (Catégorie C) signalés dans les zones d'intervention de JASS entre mai et décembre 2024, tandis que le panneau de droite illustre les incidents de catastrophes naturelles et d'origine humaine (anthropiques) (Catégorie D) enregistrés au cours de la même période. L'axe des abscisses identifie les sous-catégories de ces incidents (C1-C18 pour les conflits fonciers et D1-D8 pour les catastrophes naturelles et anthropiques). Les définitions complètes de ces sous-catégories figurent à l'annexe B, ainsi que les schémas de catégorisation des autres types d'incidents.

Catégorie d'incident de conflit terrestre (C)



Catégorie des catastrophes naturelles et d'origine humaine (D)



Tendances des conflits fonciers

L'analyse ci-dessous examine les types de conflits fonciers et d'incidents de catastrophes les plus fréquemment rapportés, en soulignant les implications clés pour la prévention des conflits, la gestion des terres et les efforts de résilience des communautés dans les zones d'intervention de JASS. Les types les plus fréquents de conflits fonciers signalés au cours de la période de huit mois étaient :

1. **Conflits frontaliers entre voisins (C1)** – 23 cas.
2. **Conflits de propriété dus à l'héritage (C2)** – 10 cas.
3. **Conflits frontaliers entre groupes ethniques ou villages (C7)** – 5 cas.
4. **Conflits d'utilisation des terres entre agriculteurs et éleveurs (C11)** – 5 cas.

5. Les conflits sur l'utilisation des terres publiques par rapport aux terres privées en raison du non-respect de la réglementation foncière (C18) – 5 cas.

Les deux premiers types de conflits fonciers – conflits entre voisins et conflits de propriété liés à l'héritage – sont souvent liés à des griefs interpersonnels latents, qui sont également apparus comme la forme la plus courante de conflit communautaire dans les données SAP.

Pour relever ces défis, la programmation de JASS soutient activement :

- **La délimitation des frontières foncières par les communautés** et la publication des itinéraires de transhumance ;
- **Des initiatives de formation et de sensibilisation** sur la législation foncière et les cadres réglementaires.

Le traitement des griefs liés à la terre par le biais de mécanismes communautaires reste essentiel pour prévenir l'escalade des conflits, renforcer la gouvernance locale et favoriser la stabilité à long terme dans les zones d'intervention de JASS.

Tendances en matière de catastrophes naturelles et d'origine humaine

Le panneau de droite de la figure montre que les **catastrophes naturelles et d'origine humaine** les plus fréquemment signalées étaient :

1. **Inondations de grande ampleur (D1)** – 37 cas.
2. **Inondations avec pertes humaines et dégâts matériels importants (D2)** – 16 cas.
3. **Invasions de criquets (D3) et invasions aviaires (D4)** – 2 cas chacun.

Les inondations représentent un défi **important** dans toutes les zones d'intervention de JASS, ce qui renforce la nécessité de :

- **Soutenir les initiatives de restauration des terres** afin d'améliorer la capacité d'absorption du sol ;
- **Accroître la résilience des communautés en améliorant le stockage des produits agricoles et des réserves alimentaires** ;
- **Renforcer les barrières physiques** pour protéger les structures et rediriger les eaux de crue.

Bien que **les invasions acridiennes et aviaires** soient **moins fréquentes**, leurs impacts sur les **récoltes et les moyens de subsistance sont sévères**. Pour faire face à ces menaces, JASS devrait :

- **Élargir les financements d'urgence pour les infestations de ravageurs** ;
- **Reproduire des modèles d'intervention réussis**, tels que l'intervention de septembre 2024 à Bla, où la collaboration avec le Service Régional de Protection des Végétaux (SRPV) qui a permis d'équiper et de former 25 membres de brigades de protection des végétaux, sauvant ainsi jusqu'à 70 % de la récolte de la zone. En s'attaquant aux catastrophes liées au climat et aux menaces pesant sur la sécurité alimentaire, ces interventions contribuent directement aux objectifs plus larges de JASS : maintenir la stabilité sociale et la prévenir les conflits liés aux ressources.

Il est essentiel de s'attaquer aux catastrophes liées au climat et aux menaces pesant sur la sécurité alimentaire pour renforcer la résilience, prévenir les conflits liés aux ressources et contribuer aux objectifs plus larges de JASS, à savoir la promotion de la stabilité sociale et le redressement économique inclusif.

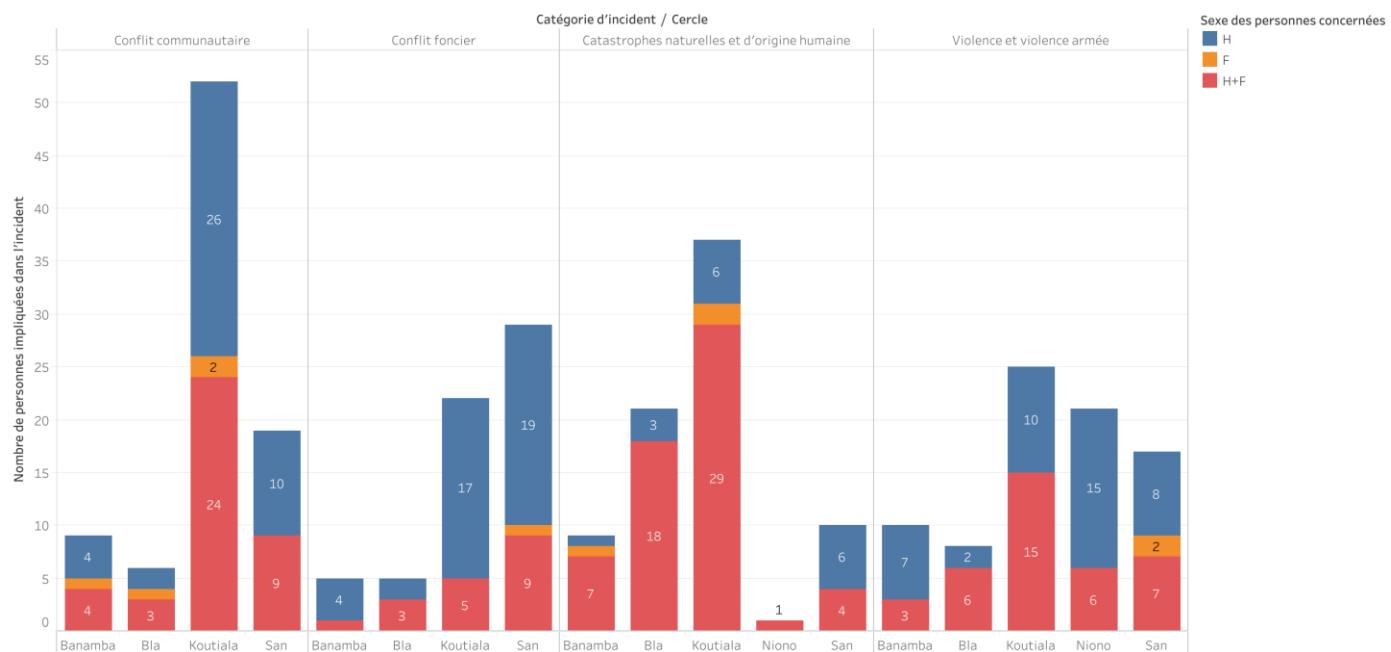
Comprendre la répartition et l'impact de ces incidents dans les différentes zones géographiques et les différents groupes sociaux est essentiel afin d'affiner les interventions ciblées et de garantir des efforts de renforcement de la résilience inclusifs.

2.2 Désagrégation des données sur les incidents SAP : Analyse géographique et de genre

La figure ci-dessous présente les données d'incidents SAP désagrégé par **cercle** et par **sexes des acteurs impliqués** dans les incidents signalés dans les zones d'intervention de JASS entre mai et décembre 2024. La figure met en évidence à la fois les **variations géographiques** de la fréquence des incidents et les **dynamiques de genre** dans les quatre principales catégories de conflit :

- Conflit communautaire (Catégorie A) ;
- Conflit foncier (Catégorie B) ;
- Catastrophes naturelles et d'origine humaine (Catégorie C) ;
- Violence et violence armée (Catégorie D).

L'analyse ci-dessous examine les principaux foyers géographiques, les tendances de l'implication du genre dans les différents types de conflits et les implications pour l'adaptation des stratégies de prévention des conflits et de renforcement de la résilience dans les zones d'intervention de JASS.



Tendances géographiques dans les catégories d'incidents

Les rapports d'incidents varient considérablement entre les cinq cercles :

- **Les conflits communautaires** ont été le plus souvent signalés à **Koutiala (51 incidents)** et à **San (19 incidents)**.
- **Les conflits fonciers** ont été les plus nombreux à **San (29 incidents)** et à **Koutiala (21 incidents)**.
- **Les catastrophes naturelles et d'origine humaine** ont été le plus souvent signalées à **Koutiala (37 incidents)** et à **Bla (21 incidents)**.
- **La violence et la violence armée** étaient les plus fréquentes à **Koutiala (25 incidents)** et à **Niono (21 incidents)**.

Koutiala a enregistré le plus grand nombre d'incidents dans presque toutes les catégories de conflits, à l'exception des conflits fonciers, plus fréquents à San. Ce schéma met en évidence la relation complexe entre les pressions climatiques et la dynamique des conflits.

Dans le même temps, Bla – qui a signalé le deuxième plus grand nombre de catastrophes naturelles et anthropiques après Koutiala – a eu la plus **faible** incidence de conflits communautaires, fonciers et de violence parmi les cinq cercles. De même, Banamba a régulièrement enregistré le nombre d'incidents le plus bas ou le deuxième plus bas dans toutes les catégories de conflits.

Ces variations soulignent à nouveau la complexité du lien entre le climat et les conflits et mettent en évidence la nécessité de poursuivre des recherches qualitatives sur les différences entre les cercles qui pourraient servir de facteurs explicatifs, tels que les variations dans les structures de gouvernance, la cohésion sociale ou les capacités de résilience.

En revanche, Niono présente un profil de conflit distinct : aucun conflit foncier ou communautaire n'a été signalé au cours de la période de huit mois, et une seule catastrophe naturelle ou causée par l'homme a été enregistrée – pourtant, Niono a enregistré le deuxième plus grand nombre d'incidents de violence et de violence armée. Ce schéma reflète probablement l'exposition plus importante de Niono aux attaques de groupes extrémistes et au banditisme par rapport aux autres cercles, ce qui suggère un ensemble différent de facteurs de conflit liés à une insécurité régionale plus large. En se basant sur l'analyse des types d'incidents de conflit ci-dessus, ces incidents impliquent en grande majorité des armes à feu ou des armes blanches et comprennent des agressions ou des menaces (B4, 24 cas) ou des vols ou des agressions à l'arme blanche (B3, 19 cas).

Ces schémas géographiques soulignent l'importance d'une analyse et d'une programmation spécifique au contexte, chaque zone d'intervention de JASS étant marquée par des facteurs de conflit et de vulnérabilité spécifique. Alors que les données désagrégées sur les incidents fournissent des indications précieuses sur les lieux où surviennent les conflits et les catastrophes, une meilleure compréhension des *raisons pour lesquelles* certains cercles sont plus exposés aux conflits que d'autres reste essentielle pour éclairer les interventions ciblées.

Des analyses plus approfondies des facteurs de conflit sous-jacents – y compris les pressions environnementales, la capacité institutionnelle, la dynamique de la gouvernance et les facteurs de cohésion

sociale – renforceraient la conception des programmes et permettraient d'élaborer des stratégies de renforcement de la résilience mieux adaptées. Dans la mesure du possible, le suivi futur du SAP et les études qualitatives complémentaires devraient viser à explorer ces dimensions de manière plus approfondie.

Priorités programmatiques basées sur les tendances géographiques

Ces résultats suggèrent des priorités programmatiques clés pour une intervention ciblée dans les zones de JASS :

- **Koutiala** : Développer la formation à la médiation des conflits et à l'atténuation des catastrophes dans toutes les catégories d'incidents, étant donné les niveaux systématiquement élevés de rapports de conflits et de catastrophes.
- **San** : Prioriser les efforts de médiation des conflits communautaires et fonciers, étant donné qu'il s'agit des problèmes les plus fréquemment signalés.
- **Niono** : Renforcer les efforts de sécurité en collaboration avec les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) maliennes et les communautés locales. Bien qu'aucun conflit communautaire ou foncier n'ait été signalé et qu'une seule catastrophe ait été enregistrée, les niveaux élevés de violence et de violence armée – combinés à une insécurité plus large – suggèrent une sous-déclaration probable d'autres types d'incidents.
- **Bla et Koutiala** : Renforcer la préparation aux catastrophes à travers des formations et des améliorations des infrastructures physiques visant à protéger les structures et à rediriger les eaux de crue, suite aux impacts importants des inondations signalés depuis juillet 2024.
- **Banamba** : Poursuivre le suivi de la stabilité et des performances du SAP. Les faibles niveaux d'incidents signalés dans toutes les catégories peuvent refléter une résilience relative ou le fonctionnement efficace des mécanismes du SAP.

Comprendre les variations géographiques est essentiel, mais saisir pleinement les dynamiques de conflits et de vulnérabilité nécessite aussi d'examiner comment les différents groupes sociaux vivent et réagissent à ces incidents.

Dynamique de genre dans les rapports d'incidents

Les données classent les acteurs impliqués dans les incidents comme étant soit des **hommes**, des **femmes** ou des **groupes mixtes (hommes et femmes ensemble)**. L'analyse fait ressortir plusieurs tendances clés :

- **Les femmes étaient seules actrices dans très peu d'incidents**, toutes catégories confondues, et jamais dans plus de deux incidents par cercle et par catégorie.
- **Des conflits communautaires impliquant uniquement des femmes** ont été enregistrés à **Banamba, Bla et Koutiala**.
- **Les conflits fonciers n'impliquant que des femmes** n'ont été signalés que dans un seul cas, à **San**.
- **Des catastrophes naturelles et d'origine humaine affectant uniquement les femmes** ont été enregistrées deux fois à **Koutiala** et une fois à **Banamba**.

- **Les incidents de violence et de violence armée impliquant uniquement des femmes** ont été signalés uniquement à **San** (2 cas).

Les données montrent également une quasi-parité entre les incidents impliquant uniquement des hommes et ceux impliquant des groupes mixtes, sauf dans le cas des catastrophes naturelles et d'origine humaine, où la participation mixte est nettement, et logiquement, plus élevée. Ces incidents concernent principalement les inondations de grande ampleur (D1, 37 cas) ou impliquant des pertes de vies humaines ou des dégâts matériels importants (D2, 16 cas) – des catastrophes qui toucheraient les hommes et les femmes de manière équivalente.

Le constat le plus importante est que **les femmes sont rarement les actrices principales des incidents** de conflits. Lorsqu'elles sont impliquées, c'est généralement dans le cadre de dynamiques plus larges de groupes mixtes plutôt qu'en tant que participantes uniques.

Implications pour la prévention des conflits et la médiation

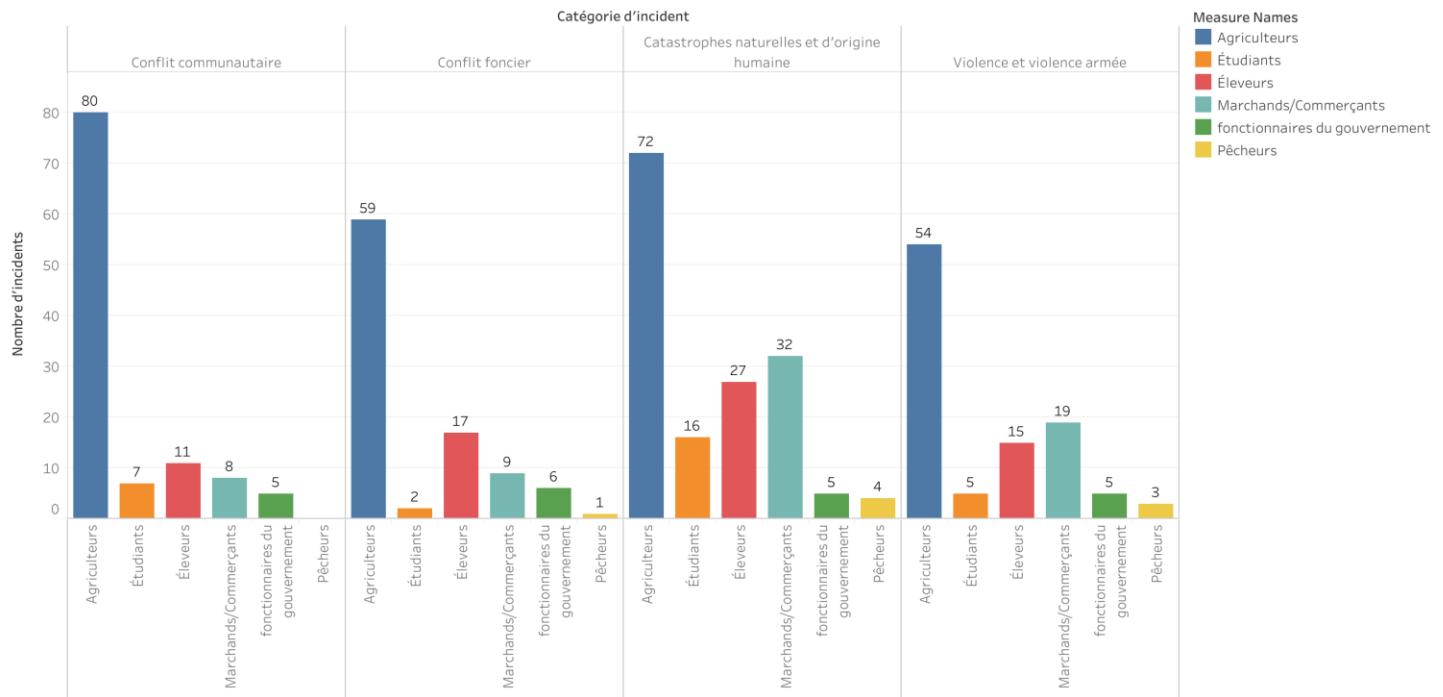
- **Cibler les efforts de prévention des conflits et de médiation de manière égale pour les hommes et les femmes**, en reconnaissant que les deux groupes sont impliqués de manière similaire dans la majorité des incidents de conflit et de catastrophe.
- **Mener des actions de sensibilisation et des recherches ciblées pour mieux comprendre le rôle des femmes dans la dynamique des conflits et des catastrophes.**

La représentation limitée des femmes en tant qu'actrices uniques peut être le reflet d'une sous-déclaration, de normes sociales ou d'obstacles à l'engagement – autant de facteurs qui méritent d'être étudiés de manière plus approfondie afin d'orienter des stratégies de consolidation de la paix réellement inclusives.

Pour renforcer les stratégies de prévention des conflits sensibles au genre nécessite non seulement de soutenir la participation des femmes aux efforts de résilience, mais aussi de s'attaquer aux facteurs systémiques qui limitent leur implication directe dans les incidents signalés.

2.3. Profils d'implication des acteurs dans les incidents de conflit et de crise

Au-delà de la compréhension des lieux et des moments où surviennent les incidents, il est tout aussi important d'analyser **qui** est impliqué dans les conflits et les crises signalés. Cette section examine les profils des acteurs impliqués selon les différents types d'incidents, en soulignant les rôles des agriculteurs, des éleveurs, des leaders religieux, des jeunes et d'autres groupes communautaires clés. Ces éléments sont essentiels pour orienter les stratégies de prévention des conflits, de médiation et de renforcement de la résilience qui reflètent les réalités sociales des zones d'intervention de JASS.



La figure ci-dessus illustre la répartition de l'implication dans les incidents entre les différents groupes socioprofessionnels entre mai et décembre 2024. Les données montrent des disparités évidentes dans la participation, les **agriculteurs** étant le groupe le plus fréquemment impliqué dans toutes les catégories de conflits et de catastrophes. Cette concentration reflète à la fois le rôle central des moyens de subsistance agricoles dans les zones d'intervention de JASS et la vulnérabilité des communautés agricoles aux conflits liés à la terre, aux ressources et aux chocs environnementaux.

Constats clés

1. **Les agriculteurs sont le groupe le plus fréquemment impliqué dans toutes les catégories d'incidents, dépassant de loin les autres groupes professionnels :**
 - **Conflits communautaires** : 79 cas (deuxième groupe : éleveurs, 10 cas).
 - **Conflits fonciers** : 58 cas (suivi par les éleveurs, 17 cas).
 - **Catastrophes naturelles et d'origine humaine** : 72 cas (suivants : marchands/commerçants, 32 cas ; éleveurs, 27 cas).
 - **Violences et violences armées** : 63 cas (suivi par les marchands/commerçants, 19 cas ; les éleveurs, 15 cas).
2. **Même en tenant compte d'une population d'agriculteurs potentiellement plus importante dans les zones d'intervention de JASS, leur implication reste disproportionnée, ce qui suggère :**
 - **Une exposition accrue aux conflits liés aux ressources** (par exemple, l'accès à la terre et à l'eau).

- **Une plus grande vulnérabilité aux chocs liés au climat**, ce qui entraîne une augmentation des tensions.
- **Des interactions fréquentes avec d'autres groupes à risque, en particulier les éleveurs et les commerçants**, dans des contextes où la concurrence pour les terres, les routes commerciales ou les structures de gouvernance alimente les conflits.

3. **Les éleveurs et les marchands/commerçants sont les deuxièmes groupes les plus fréquemment impliqués :**

- **Les éleveurs** sont impliqués dans **69 incidents**, toutes catégories confondues.
- **Les marchands/commerçants** sont impliqués dans **67 incidents**.

4. **Les étudiants, les fonctionnaires et les pêcheurs sont les groupes les moins impliqués, n'apparaissant collectivement que dans 57 cas.**

- La seule catégorie où leur implication totale dépasse celle des agriculteurs est celle de la violence et de la violence armée, où les agriculteurs sont impliqués dans 53 incidents.

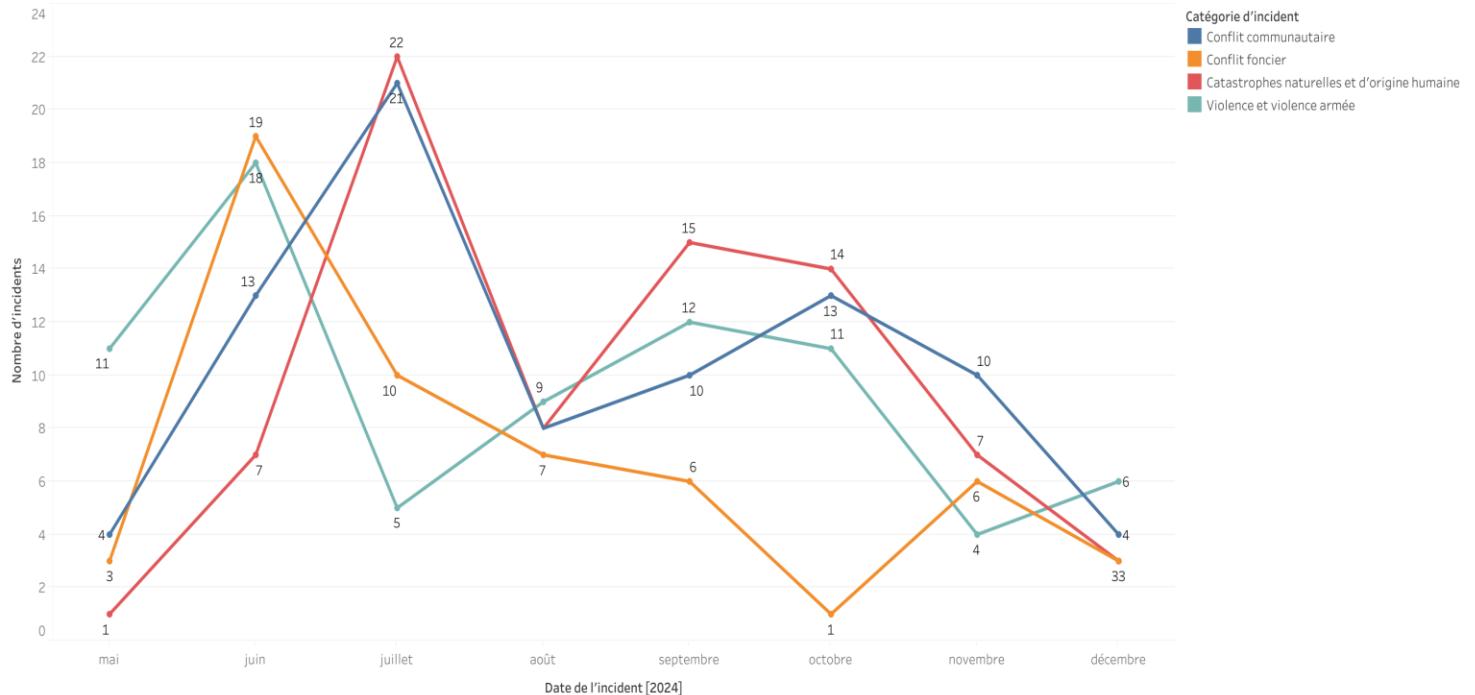
Points à retenir

- **Renforcer les efforts ciblés de prévention des conflits et de résilience pour les agriculteurs.**
La forte implication des agriculteurs dans toutes les catégories d'incidents renforce la nécessité de renforcer les interventions en cours en matière de gestion des ressources, de gouvernance foncière et de résilience climatique.
- **Continuer à impliquer les éleveurs et les commerçants dans les initiatives de dialogue et de stabilité économique.**
Leur rôle significatif dans les incidents de conflit souligne l'importance d'efforts soutenus pour aborder la concurrence des ressources et les vulnérabilités des moyens de subsistance.
- **Examiner la faible implication des fonctionnaires et des pêcheurs qui a été signalée.**
Leur faible visibilité dans les données SAP peut indiquer soit un rôle réellement limité dans les zones sujettes aux conflits, soit une sous-déclaration – ce qui justifie une exploration plus approfondie à travers des enquêtes qualitatives.

Comprendre quels groupes sont le plus souvent impliqués dans les incidents offre des informations cruciales sur les modèles de vulnérabilité, mais analyser quand ces incidents se produisent apporte une perspective supplémentaire sur les facteurs saisonniers et les dynamiques contextuels de conflit et de crise dans les zones d'intervention de JASS.

2.4. Dynamiques et tendances dans le temps

Schémas d'incidents et tendances temporelles



La figure ci-dessus illustre l'évolution de la fréquence des incidents dans les quatre catégories d'incidents dans les zones d'intervention de JASS entre mai et décembre 2024.

Dynamique des conflits climatiques et tendances des incidents

Les rapports d'incidents ont augmenté dans toutes les catégories entre mai et juin 2024.

Après cette hausse initiale :

- **Les conflits fonciers** et les incidents de **violence et de violence armée** ont commencé à diminuer
- **Les conflits communautaires** et les **catastrophes naturelles et d'origines humaines** ont continué à augmenter, atteignant un pic en juillet avec 21 et 22 incidents, respectivement.

Les conflits communautaires et les catastrophes naturelles ou d'origine humaine ont diminué en août, augmenté de nouveau en septembre et octobre, puis progressivement baissé jusqu'en décembre.

Ces tendances temporelles suggèrent une forte corrélation entre les chocs climatiques et les dynamiques conflictuelles :

- **Les conflits communautaires et les catastrophes suivent des courbes presque identiques**, ce qui indique que les chocs climatiques peuvent accentuer les tensions sociales au niveau communautaire – en particulier en ce qui concerne l'accès et l'utilisation de ressources clés, telles que la terre, l'eau et les produits agricoles.

- **Les incidents de violence et de violence armée reflètent initialement cette tendance**, atteignant un pic plus précoce (en juin, au début de la saison des pluies) avant de chuter fortement en juillet, lorsque les incidents liés aux catastrophes et aux conflits communautaires atteignent leur apogée. À partir du mois d'août, les incidents de violence et de violence armée s'alignent sur les tendances générales.
- **Les conflits fonciers s'écartent de ces tendances**, atteignant un pic en juin (19 incidents) – qui coïncide avec le début de la phase de production agricole – puis diminuant régulièrement jusqu'en octobre. Une hausse temporaire d'octobre à novembre reflète probablement des tensions liées à la fin des cycles de plantation et de production.

Une analyse plus approfondie des sous-catégories d'incidents confirme cette interprétation :

- Parmi les **conflits communautaires**, la troisième sous-catégorie la plus fréquemment rapportée était la **saisie, le vol ou la destruction de produits agricoles, de bétail ou de pêcheries** (A8, 23 cas), soulignant l'importance de l'accès aux ressources et de la concurrence pendant les périodes de stress environnemental.
- En revanche, la forme de **conflit foncier** la plus fréquente était les **litiges frontaliers entre voisins** (C1, 23 cas), ce qui indique des problèmes de propriété et de délimitation à long terme plutôt qu'une utilisation immédiate des ressources motivée par la survie.

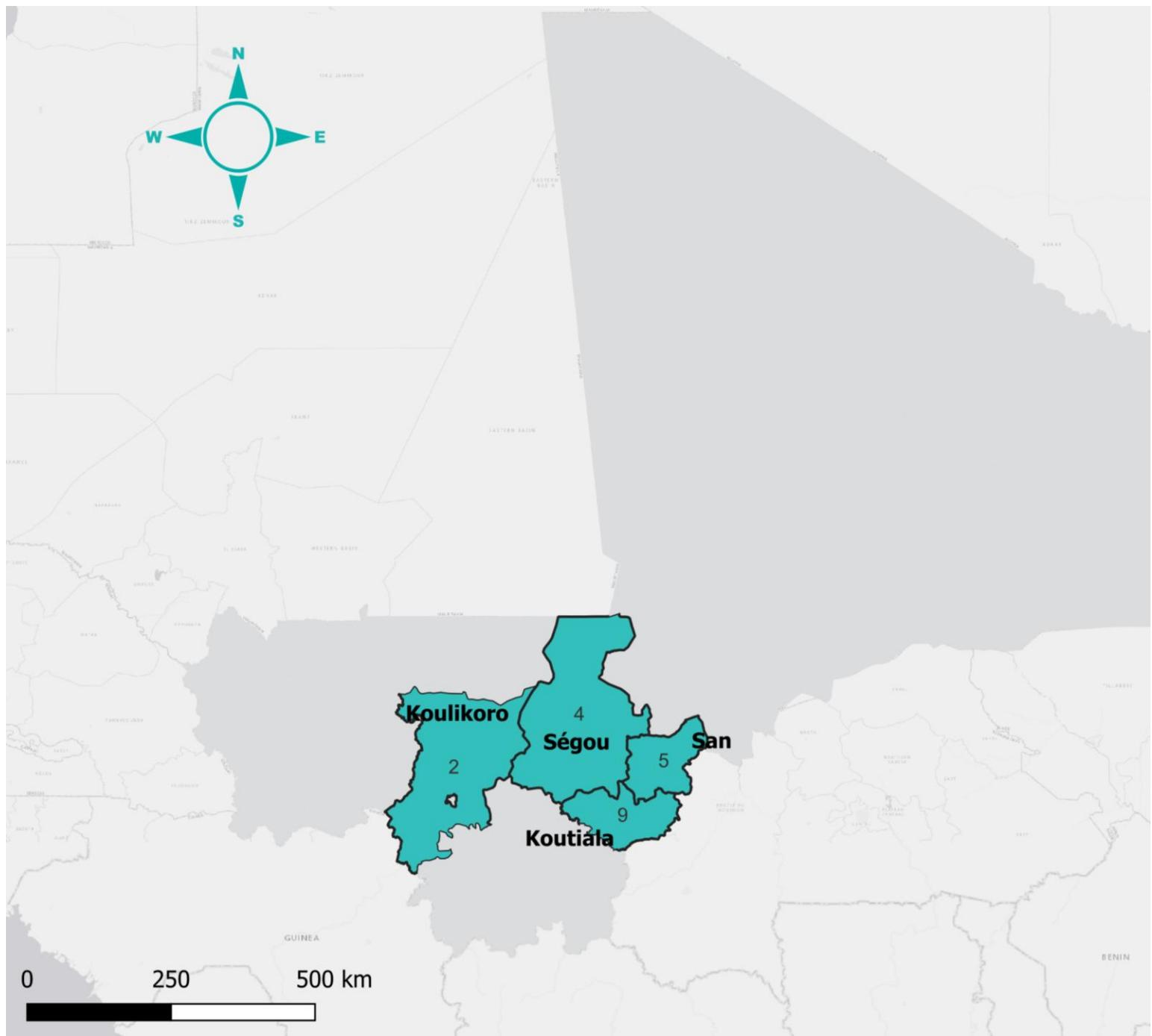
Ces résultats suggèrent des nuances importantes dans la dynamique des conflits :

- **Les conflits communautaires** – qui se développent parallèlement aux catastrophes naturelles – peuvent largement tourner autour d'une compétition immédiate pour l'accès aux ressources essentielles, exacerbée par les chocs climatiques.
- **Les conflits fonciers**, en revanche, semblent plus enracinés dans des différends structurels liés à la propriété, qui peuvent être temporairement relégués au second plan pendant les crises, les communautés se concentrant sur la lutte contre les facteurs de stress environnementaux aigus.

Cette distinction peut aider à expliquer pourquoi les incidents liés aux conflits fonciers diminuent pendant les périodes de pointe des catastrophes naturelles et des tensions communautaires, alors que les conflits communautaires, eux, augmentent.

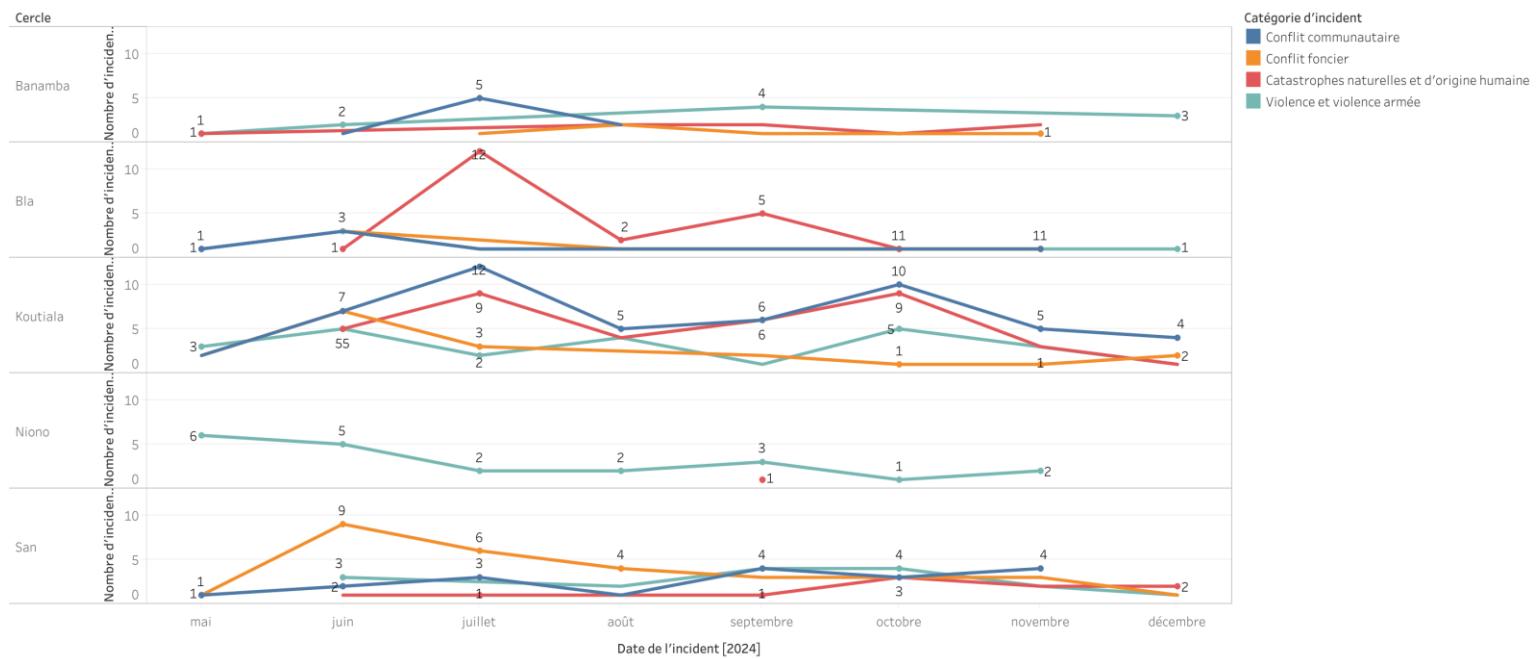
Bien que ces résultats préliminaires remettent en question l'hypothèse commune selon laquelle les conflits fonciers sont le principal moteur de la violence et de la violence armée, une compréhension plus complète des typologies de conflit – en particulier des causes et de la nature des conflits communautaires par rapport aux conflits fonciers – est nécessaire pour renforcer ces interprétations. Compte tenu de la période d'observation relativement courte de huit mois et de la portée géographique restreinte, d'autres collectes de données et enquêtes qualitatives sont nécessaires pour valider et approfondir ces observations.

Ces tendances soulignent l'importance d'analyser les dynamiques de conflit non seulement par catégorie, mais aussi dans le temps et dans l'espace, car les variations locales de l'exposition, de la vulnérabilité et de la résilience influencent fortement l'évolution des incidents.



La carte ci-dessus montre le Mali en gris foncé, avec les régions dans lesquelles les zones d'intervention de JASS sont situées colorées en sarcelle (bleu-vert) – Koulikoro (2), Ségou (4), San (5), et Koutiala (9). Au Mali, l'unité administrative inférieure à la région est le cercle, et JASS est mis en œuvre dans cinq cercles à travers ces quatre régions. Le cercle de Banamba se trouve dans la région de Koulikoro. Bla et Niono sont situés dans la région de Ségou. Le cercle de Koutiala se trouve dans la région de Koutiala, et le cercle de San se trouve dans la région de San.

Suivi des tendances des incidents par cercle au fil du temps



La figure ci-dessus donne un aperçu des tendances des incidents dans les cercles d'intervention de JASS de mai à décembre 2024. En désagrégant les données géographiquement, les variations régionales dans les schémas de conflit deviennent apparentes, offrant un aperçu plus approfondi de la dynamique climat-conflit identifiée dans la section précédente.

Cercle de Banamba

Banamba a enregistré 31 incidents au total, avec un pic de conflits communautaires en juillet (5 incidents). Cette hausse coïncide avec les mouvements saisonniers des éleveurs, car Banamba – qui abrite le Port du Sahel et constitue un important corridor de transhumance près de la frontière mauritanienne – connaît à cette période une intensification des interactions entre agriculteurs et éleveurs. La disponibilité des pâturages en juillet accroît le risque de tensions. Le deuxième pic d'incidents le plus élevé a eu lieu en septembre (4 cas), tous liés à la violence et à la violence armée.

Cercle de Bla

Bla a enregistré le plus grand nombre d'incidents liés aux catastrophes naturelles et anthropiques, avec 12 incidents en juillet, ce qui coïncide avec le début des inondations saisonnières. Cependant, les conflits communautaires sont restés minimes, s'écartant des tendances plus générales en matière de conflits climatiques. Cette exception peut être attribuée à la composition socioprofessionnelle de Bla, où de solides mécanismes traditionnels de gestion des conflits parmi les communautés agricoles et pastorales – soutenus par une faible densité de population – contribuent à une résolution efficace des conflits et à la fonctionnalité du SAP.

Cercle de Koutiala

Koutiala a enregistré 127 incidents, le nombre le plus élevé de tous les cercles, avec des nombres élevés dans toutes les catégories de conflits. Les conflits communautaires ont été le type d'incident le plus fréquent, avec des pics en juillet (12 incidents) et en octobre (10 incidents), reflétant les tendances des

catastrophes naturelles et d'origine humaine. Cette concordance renforce la relation entre les chocs climatiques et les tensions sociales.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer la vulnérabilité accrue de Koutiala :

- **La forte densité de population** accentue la compétition pour la terre, l'eau et les ressources naturelles.
- **La diversité des groupes socio-professionnels** entraîne des revendications et des intérêts qui se chevauchent, augmentant le risque de conflits.
- **Les structures de gouvernance locale, déjà sous pression**, peuvent avoir du mal à gérer les tensions sociales et économiques croissantes, surtout en période de crise climatique.

L'ensemble de ces facteurs crée un environnement instable où les chocs – qu'ils soient climatiques ou sécuritaires – se transforment plus facilement en conflits.

Cercle de Niono

Niono a enregistré 21 incidents, tous classés comme violence et violence armée, avec un pic en mai (6 incidents) et en juin (5 incidents). L'absence de conflits communautaires et fonciers signalés ne reflète pas nécessairement une sous-déclaration, mais plutôt un changement dans la dynamique des conflits :

- Les communautés qui subissent des menaces extérieures persistantes de la part de groupes armés peuvent donner la priorité à la survie collective plutôt que de signaler des conflits de moindre envergure.
- Dans certains contextes, la présence d'une menace commune peut renforcer la cohésion sociale interne, réduisant ainsi la visibilité des tensions locales.

Étant donné que Niono est une zone de transition entre le nord et le sud du Mali – et qu'elle est accessible aux groupes armés par les zones forestières environnantes – les interventions à Niono pourraient nécessiter un accent renforcé sur les approches de **Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent (P/LEV)**. Ces approches pourraient inclure :

- Le traitement des perceptions d'exclusion et de marginalisation ;
- Le renforcement de la légitimité de l'État et la gouvernance locale ;
- La promotion de récits axés sur la résilience communautaire et la cohésion sociale.

Cercle de San

San a enregistré 71 incidents, les conflits fonciers étant la catégorie la plus répandue, avec un pic de 9 incidents en juin. Les conflits communautaires ont également suivi une tendance saisonnière, avec des pics moins importants en septembre et novembre (4 incidents chacun), tandis que les incidents de violence et de violence armée ont culminé en septembre et octobre (4 incidents chacun). Le taux élevé de conflits fonciers à San est étroitement lié à la prédominance de sa population agricole autochtone, dont les revendications foncières historiques et les différends en matière de propriété sont à l'origine de tensions de longue date. Ces résultats soulignent l'importance cruciale de renforcer les mécanismes de gouvernance foncière à San – une priorité que JASS poursuit activement en sensibilisant à la législation foncière et en renforçant les CRC et les COFO.

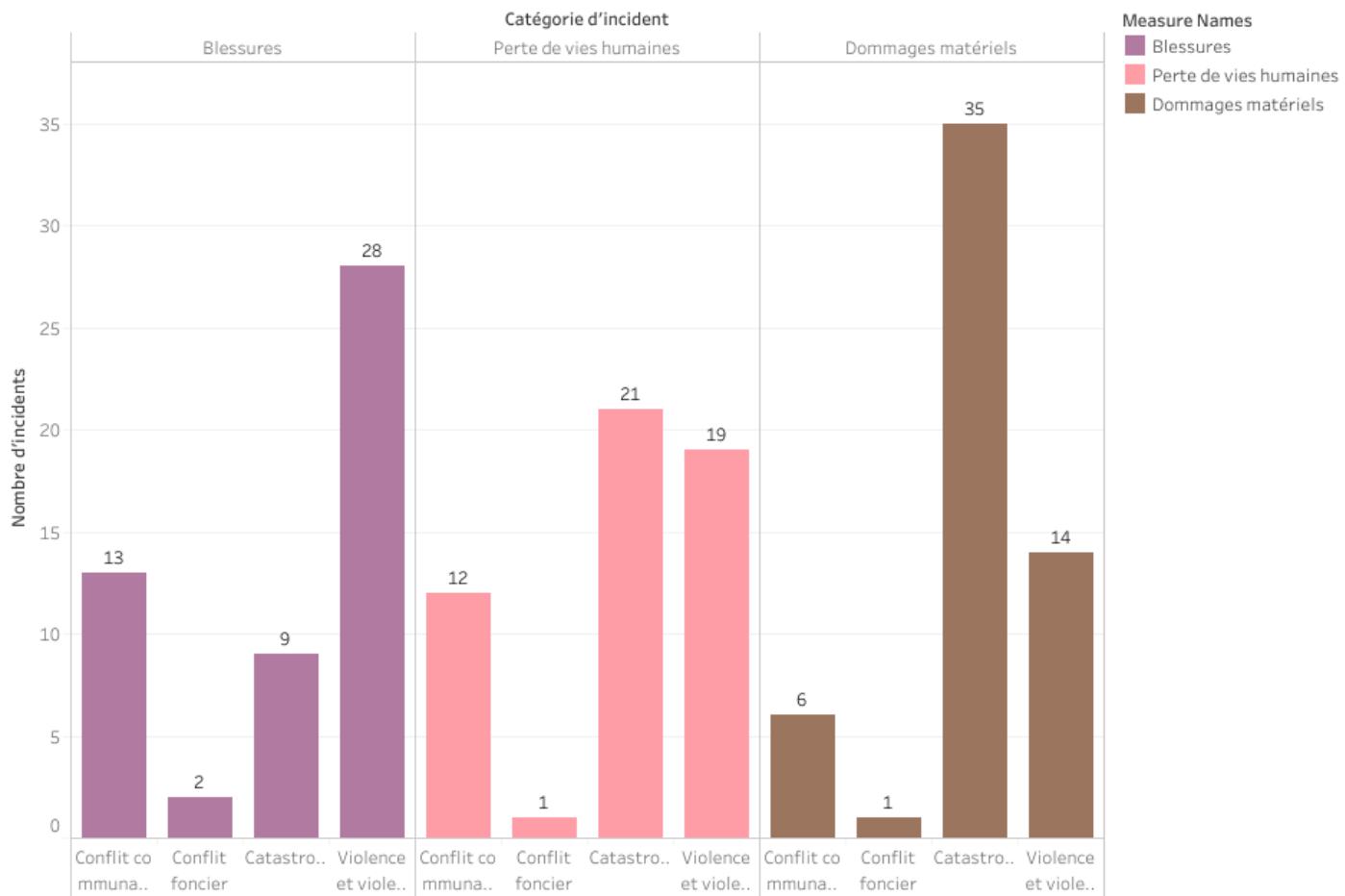
Constats clés

- **Les chocs climatiques et les tendances de conflits sont étroitement liés à Koutiala et à Banamba**, où les facteurs saisonniers et environnementaux exacerbent la concurrence pour les terres et les ressources, alimentant ainsi les conflits communautaires.
- **Les niveaux élevés d'incidents à Koutiala, toutes catégories confondues, indiquent une convergence entre une forte densité de population, des moyens de subsistance diversifiés et des capacités de gouvernance limitées**, créant une vulnérabilité accrue aux chocs climatiques et aux conflits.
- **Les niveaux élevés de violence armée à Niono, combinés à l'absence d'autres types de conflits, peuvent refléter un évolution dans la dynamique de conflit** : les communautés, confrontées à une menace collective des groupes armés, semblent prioriser la survie plutôt que de s'attarder sur des litiges de moindre ampleur.
Les réponses programmatiques à Niono pourraient bénéficier de l'intégration **d'approches PEV** qui s'attaquent aux sentiments d'exclusion, aux déficits de gouvernance et au manque de cohésion sociale.
- **Le taux élevé de conflits fonciers à San souligne le rôle critique des droits fonciers contestés dans l'alimentation des tensions**, renforçant la pertinence des actions ciblées de gouvernance foncière et de résolution des conflits mises en œuvre par JASS.
- **Les faibles taux de conflits communautaires enregistrés à Bla démontrent l'efficacité des systèmes traditionnels de résolution des conflits et des mécanismes SAP**, offrant un modèle à adapter ailleurs.

Ces variations régionales rappellent l'importance d'élaborer des **stratégies de prévention des conflits adaptées** à chaque cercle, en adaptant les interventions aux dynamiques sociopolitiques, environnementales et sécuritaires locales.

Comprendre la répartition géographique et l'évolution des incidents permet non seulement d'identifier où et quand les conflits se produisent, mais aussi d'évaluer leur impact humain et matériel sur les communautés concernées.

2.5. Impact humain et matériel des incidents signalés



La figure ci-dessus présente la distribution des blessures, des décès et des dommages matériels résultant d'incidents dans les zones d'intervention de JASS entre mai et décembre 2024.

L'analyse révèle des tendances claires liant différents types d'incidents à des formes distinctes de dommages.

Constats clés

- **Les incidents de violence et de violence armée sont la principale cause de blessures** (28 cas), dépassant de loin les autres catégories et très probablement liés à la prévalence de l'utilisation d'armes à feu et d'armes blanches (B4 et B3, 43 cas au total). Les conflits communautaires (13 cas) et les catastrophes naturelles ou d'origine humaine (9 cas) y contribuent dans une moindre mesure.
- **Les catastrophes naturelles et anthropiques sont à l'origine du plus grand nombre de décès** (21 cas), reflétant le bilan humain dévastateur des chocs climatiques. Ces incidents concernaient majoritairement des inondations à grande échelle (D1, 37 cas) ou des inondations ayant entraîné des pertes en vies humaines et d'important dégâts matériels (D2, 16 cas), ce qui corrobore les résultats.

Les violences et les violences armées suivent de près avec 19 décès, illustrant les

conséquences meurtrières de l'insécurité. Comme indiqué dans les analyses précédentes, ces incidents impliquaient le plus souvent des armes à feu ou des armes blanches, utilisées lors d'agressions ou de menaces (B4, 24 cas) ou de vols ou des agressions à l'arme blanche (B3, 19 cas).

- **Les conflits communautaires contribuent de manière significative aux blessures (13 cas) et aux décès (12 cas).**

Au sein des conflits communautaires, les sous-catégories les plus fréquentes – confrontations interpersonnelles latentes (A6, 28 cas), conflits de chefferie (A1, 24 cas) et saisie de ressources, vol ou destruction de produits agricoles, de bétail et de pêcheries (A8, 23 cas) – reflètent des conflits enracinés dans des griefs à long terme, la légitimité du leadership et la concurrence pour des ressources vitales. Ces formes de conflit s'aggravent facilement, en particulier lorsque les structures de gouvernance sont perçues comme faibles, partiales ou non réactives.

- **Les conflits fonciers sont ceux qui font le moins de blessés et de morts** (2 blessés et 1 mort).

Les types de conflits fonciers les plus courants – les conflits frontaliers entre voisins (C1, 23 cas) et les conflits de propriété liés à l'héritage (C2, 10 cas) – tournent généralement autour des revendications de propriété et sont souvent traités par les mécanismes de décision coutumiers ou formels existants, ce qui réduit la probabilité d'une escalade de la violence.

- **Les dommages matériels sont essentiellement dus à des catastrophes naturelles ou causées par l'homme** (35 cas), le plus souvent associées à des inondations (D1 et D2, 53 cas), suivies par la violence et la violence armée (14 cas).

Les conflits communautaires (6 cas) et les conflits fonciers (1 cas) sont à l'origine de pertes matérielles relativement mineures en comparaison.

Points à retenir

- **Les chocs climatiques sont les incidents les plus destructeurs dans l'ensemble**, causant le plus grand nombre de décès et de dégâts matériels, le plus souvent liés à des inondations. Cela souligne le besoin urgent de renforcer la résilience climatique, les systèmes d'alerte précoce et la préparation aux catastrophes dans toutes les zones d'intervention de JASS.
- **Les incidents de violence et de violence armée sont les plus graves en termes de blessures**, soulignant la nécessité d'interventions de sécurité robustes et de stratégies de protection communautaire, en particulier dans les zones exposées au banditisme et aux groupes extrémistes.
- **Les conflits communautaires représentent une source critique mais souvent sous-estimée de dommages**, avec une escalade fréquente de blessures et de décès. Ces conflits – motivés par des griefs historiques, des différends sur la légitimité des autorités locales ou à la compétition pour les ressources agricoles – illustrent la manière dont les problèmes de gouvernance au niveau communautaire peuvent directement influencer la dynamiques et les conséquences des conflits.
- **Les conflits fonciers, bien que fréquents, semblent plus maîtrisables**, probablement grâce à l'existence de mécanismes coutumiers et formels de résolution des litiges fonciers. Le renforcement de ces mécanismes, tout en assurant leur inclusivité et leur transparence, reste essentiel pour éviter les escalades.

Comprendre comment les différentes dynamiques de conflit et de crise se traduisent en pertes humaines et matérielles est essentiel pour concevoir des interventions ciblées – mais prévenir l'escalade dépend aussi de l'efficacité avec laquelle les communautés et les institutions réagissent lorsque les incidents surviennent.

2.6. Dynamiques de réponse

Comme le montrent les systèmes d'alerte précoce et de réponse rapide (EWERS) au Sahel, **l'information à elle seule ne garantit pas l'action**. L'efficacité de tout système d'alerte – y compris le SAP – dépend fondamentalement de la **capacité, de la légitimité et de la réactivité des acteurs locaux** à transformer les alertes en interventions concrètes et rapides.

Cette section examine **qui intervient en réponse aux incidents** signalés par le SAP dans les zones d'intervention de JASS, **comment les schémas de réponse varient selon le type d'incident et la zone géographique**, et **ce que ces tendances révèlent sur les forces et les faiblesses des mécanismes communautaires actuels de prévention des conflits**.

L'analyse souligne également comment le modèle du SAP – en privilégiant l'appropriation communautaire et en renforçant les structures locales de réponse telles que les CRC et les CCR – répond à plusieurs limites des anciens systèmes régionaux d'alerte précoce, souvent trop centralisés et descendants.

Mobilisation de la réponse locale : profils d'acteurs dans les zones JASS

Une alerte précoce efficace ne repose pas uniquement sur des informations précises, mais aussi sur la mobilisation rapide d'acteurs locaux de confiance pour répondre aux risques émergents. Cette sous-section analyse **qui intervient face aux incidents signalés par le SAP** dans les différentes zones d'intervention de JASS, et **comment ces réponses varient selon le type d'incident et la localisation géographique**. En examinant ces tendances, il devient possible d'évaluer dans quelle mesure le SAP a renforcé les capacités locales à transformer les alertes en actions concrètes, en abordant les tensions avant qu'elles ne dégénèrent en violences ou en déplacements à grande échelle.

Réponse aux incidents par type d'incident et par cercle

Catégorie d'incident	Cercle	Réponse de l'aut..	Réponse du COFO	Réponse du CRC	Réponse du resp..	Réponse FDS	Réponse du comi..	Réponse des ONG
Conflit communautaire	Banamba	1	5	5				
	Bla	0	1	2				
	Koutiala	18	5	7	12			1
	San	5	4	7	12			
Total		24	15	21	24			1
Conflit foncier	Banamba	0	1	1				
	Bla	1	2	1	1			
	Koutiala	3	6	7	3			1
	San	7	9	4	8			
	Total	11	18	13	12			1
Catastrophes naturelles et d'origine humaine	Banamba	1			2			
	Bla	6	11	11	3		2	2
	Koutiala	17	2	9	7	1		
	Niono	0						
	San	0			1			
	Total	24	13	20	13	1	2	2
Violence et violence armée	Banamba	4			5			
	Bla	3		1	2			
	Koutiala	6		1	10		1	
	Niono	6		3	2	8		1
	San	4	1	4	7			
	Total	23	1	9	26	8	1	1
Grand Total		82	47	63	75	9	3	5

La figure de gauche illustre la répartition des intervenants mobilisés selon les différents types d'incidents dans les cercles d'intervention du programme JASS. Les données mettent en évidence à la fois les principaux acteurs de la réponse et les domaines dans lesquels un soutien supplémentaire est nécessaire pour renforcer la prévention des conflits et la réponse aux catastrophes au niveau local.

Constats clés

Les acteurs les plus réactifs pour tous les incidents :

- Les autorités administratives (82 cas) ont été les acteurs les plus actifs, suivies de près par les leaders communautaires (75 cas) et les CRC (63 cas).

- Les ONG (5 cas), les comités de gestion des infrastructures (3 cas) et les FDS (9 cas) ont été les moins impliqués dans l'ensemble.

Réponses aux conflits communautaires :

- Les autorités administratives (24 cas) et les leaders communautaires (24 cas) ont été les principaux répondants, soutenus par les CRC (21 cas) et les COFO (15 cas).
- Par cercle :
 - **Koutiala** : Les autorités administratives ont mené la majorité des réponses (18 cas sur 43).
 - **San** : Les leaders communautaires ont été les principaux intervenants (12 cas sur 28).
 - **Bla** : Les CRC ont intervenus le plus fréquemment (2 cas sur 3).
 - **Banamba** : Les COFO et les CRC ont été également actifs (5 cas sur 11 chacun).

Réponses aux conflits fonciers :

- Les COFO (18 cas), les CRC (13 cas) et les leaders communautaires (12 cas) ont été les principaux acteurs.
- Par cercle :
 - **San** : Les COFOs ont répondu le plus souvent (9 cas), suivies par les leaders communautaires (8 cas).
 - **Autres cercles** : Les réponses ont été dominées par les structures COFO et CRC.

Réponses aux catastrophes naturelles et anthropiques :

- Les autorités administratives (24 cas) et les CRC (20 cas) ont été les acteurs clés de la réponse dans l'ensemble des cercles.

Réponses à la violence et à la violence armée :

- Les chefs communautaires (26 cas) et les autorités administratives (23 cas) ont été les acteurs les plus fréquents.
- A **Niono**, les FDS (8 cas sur 20) et les autorités administratives (6 cas sur 20) ont mené les réponses, reflétant les besoins accrus du cercle en matière de sécurité.

Points à retenir : Renforcer les capacités de réponse locales

- **Donner la priorité au soutien des CRC et des COFO**, en particulier dans la médiation des conflits fonciers et communautaires.
Ces structures font systématiquement partie des intervenants locaux les plus actifs et jouent un rôle essentiel dans la prévention de l'escalade.
- **Renforcer les capacités des autorités administratives et des chefs de communautés**, qui jouent un rôle central dans toutes les catégories d'incidents.
Des mécanismes de coordination renforcés, une formation ciblée et un soutien logistique pourraient encore améliorer leur efficacité.
- **Renforcer les mécanismes de coordination de la sécurité à Niono**, où les FDS jouent un rôle clé dans la réponse à la violence et à la violence armée.

L'intégration des acteurs de la sécurité dans des cadres plus larges de résolution des conflits et d'engagement communautaire sera essentielle pour la stabilité à long terme.

- **Renforcer les capacités de la CRC en matière de réponse aux catastrophes.**
En s'appuyant sur les efforts actuels de JASS, les CRC devraient être dotées d'une formation technique, de ressources logistiques et d'outils de réponse rapide afin de mieux gérer les catastrophes naturelles ou anthropiques.
- **Investir dans les COFO en tant qu'acteurs de première ligne pour la résolution des conflits fonciers.**
Fournir des formations juridiques complémentaires, des outils de médiation des litiges et un appui en gouvernance foncière renforcera leur capacité à résoudre les conflits fonciers avant qu'ils ne dégénèrent en conflits plus larges.

Bien qu'il soit essentiel de comprendre qui répond aux incidents, il est tout aussi crucial d'évaluer les résultats de ces réponses afin de déterminer si une action rapide permet de résoudre efficacement les conflits et de renforcer la résilience des communautés.

De la réponse à la résolution : Résultats observés dans les zones d'intervention de JASS

La figure ci-dessous classe les résultats des réponses aux incidents selon les acteurs impliqués, en les catégorisant comme résolues, non Résolu, Non résolu ou En cours. Sur les 284 réponses enregistrées, 174 incidents (61 %) ont été entièrement résolus, ce qui témoigne de l'efficacité des mécanismes de réponse locaux et du SAP dans son ensemble.

Acteurs de la réponse et résultats de leur intervention

Résultat de la réponse	Catégorie d'incident	Réponse de l'aut..	Réponse du COFO	Réponse du CRC	Réponse du resp..	Réponse FDS	Réponse du comi..	Réponse des ONG
En cours de résolution	Catastrophes naturelles e..	6	3	3	5		2	2
	Conflit communautaire	4	3	3	5			
	Conflit foncier	2	3	2	3			
	Violence et violence armée	4		3	6			
	Total	16	9	11	19		2	2
Non résolu	Catastrophes naturelles e..	1	1	4	3			
	Conflit communautaire	1	1	2	3			
	Conflit foncier	2	5	5	2			
	Violence et violence armée	1			3			
	Total	5	7	11	11			
Référé	Catastrophes naturelles e..	1				1		
	Conflit communautaire	1						
	Conflit foncier	1	1		1			
	Violence et violence armée	5		2	2	1	1	
	Total	8	1	2	3	1	1	1
Résolu	Catastrophes naturelles e..	16	9	13	5			
	Conflit communautaire	18	11	16	16			1
	Conflit foncier	6	9	6	6			1
	Violence et violence armée	13	1	4	15	8		
	Total	53	30	39	42	8		2

Principales conclusions

- **Les conflits communautaires ont obtenu le taux de résolution le plus élevé (73%, 62 cas sur 85) :**
Les autorités administratives (18 cas), les CRC (16 cas) et les chefs de communautés (16 cas) ont mené les interventions les plus réussies.
- **Les conflits fonciers ont connu le taux de résolution le plus bas (51%, 28 cas sur 55) :**
Les COFO ont été les intervenants les plus efficaces dans cette catégorie, responsables de 9 résolutions réussies.
- **Les catastrophes naturelles et d'origine humaine (57%, 43 cas sur 75) et la violence et la violence armée (59%, 41 cas sur 69) ont atteint des taux de résolution comparables :**
Les autorités administratives (16 cas) et les chefs de communautés (15 cas) ont été les principaux acteurs à l'origine des résultats positifs.

Efficacité des acteurs de réponse

- **Les autorités administratives ont enregistré le plus grand nombre de cas résolus (53), suivies par les chefs communautaires (42).**
- **Les chefs communautaires et les CRC ont également enregistré le plus grand nombre de cas non résolus (11 chacun), reflétant le volume élevé de cas qu'ils gèrent et la complexité de certains litiges.**
Leurs bons résultats en matière de résolution des litiges suggèrent que le défi réside davantage dans la nature et l'ampleur des incidents que dans leur capacité.
- **Les leaders communautaires ont enregistré le plus grand nombre d'affaires en cours (19), suivis par les autorités administratives (16), ce qui indique des retards dans la résolution ou un engagement prolongé dans des litiges complexes.**
- **Les autorités administratives ont renvoyé le plus grand nombre de cas (8), ce qui implique que certains incidents dépassent les capacités de résolution locales et nécessitent une escalade vers des autorités de niveau supérieur ou des acteurs spécialisés.**

Limites des réponses

- **Les FDS, les comités de gestion des infrastructures et les ONG sont restés largement absents des efforts de résolution directe des incidents,** ce qui renforce les constats précédents selon lesquelles ces acteurs jouent un rôle minimal dans la médiation immédiate des conflits au niveau communautaire.
- **Le faible pourcentage de cas non résolus (12%, soit 34 cas sur 284) témoigne d'un fort engagement parmi les COFO, les CRC, les leaders communautaires et les autorités administratives à assurer le suivi des interventions, renforçant ainsi l'efficacité globale des structures SAP.**

Défis et considérations liées aux données

- **Ambiguité dans la catégorisation des acteurs :**
De nombreuses autorités administratives et chefs communautaires peuvent également être membres de COFO ou de CRC, ce qui complique l'attribution claire des rôles de réponse.

- **Les évaluations futures du SAP devraient affiner la classification des acteurs**, en veillant à définir les catégories mutuellement exclusives afin d'améliorer la clarté des données et la fiabilité de des analyses.
- **Il sera essentiel de comprendre les logiques d'auto-identification dans les rapports**, car les moniteurs peuvent classer les acteurs en fonction de leurs rôles les plus visibles ou familiers, entraînant ainsi des chevauchements potentiels dans l'enregistrement des fonctions de réponse.

L'efficacité du SAP dans la transformation des alertes précoces en réponses rapides localisées met en évidence à la fois les forces et les défis évolutifs de la prévention communautaire des conflits – démontrant que des investissements durables dans les capacités locales, la coordination et l'apprentissage adaptatif restent essentiels pour un impact durable.

Conclusions, recommandations et implications

Conclusions

L'évolution des systèmes d'alerte précoce et de réponse rapide (EWERS) au Sahel a démontré que l'information seule ne suffit pas à prévenir l'escalade des conflits. Comme le confirme l'expérience du SAP dans le cadre du programme JASS, l'efficacité de l'alerte précoce dépend de la volonté politique, de la force et de la légitimité des structures locales telles que les Comités de Résolution des Conflits (CRC), et de la capacité des communautés à agir rapidement et collectivement lorsque des risques émergent.

Le SAP représente une avancée significative dans la localisation des systèmes de prévention des conflits dans les environnements fragiles. En intégrant l'alerte précoce dans les structures communautaires de confiance, le SAP renforce les capacités de gestion des conflits au niveau local, favorise la résilience aux chocs climatiques et renforce la gouvernance inclusive. Sur une période de huit mois, le SAP a enregistré 291 incidents dans les zones d'intervention de JASS, avec un taux de réponse impressionnant de 98 % et un taux de résolution de 61 % pour les incidents suivis par les acteurs locaux.

Cependant, des défis importants subsistent. Les variations dans la capacité et la réactivité des CRC, la complexité de certains conflits – en particulier les conflits liés à la terre et à la gouvernance – et les réalités de l'insécurité dans certaines zones, telles que Niono, continuent de limiter l'efficacité du SAP. Les obstacles persistants, y compris les lacunes de financement, les mécanismes de référence insuffisants et la sous-représentation des femmes, des jeunes et des personnes handicapées, soulignent la nécessité d'un investissement continu, d'une adaptation et d'un apprentissage stratégique.

La première partie de ce rapport a détaillé les fondements et l'opérationnalisation du SAP, démontrant l'importance de l'appropriation par la communauté et du soutien institutionnel. **La partie 2** a analysé les données d'incidents issues du SAP pour révéler les tendances d'impact des conflits et des catastrophes, les dynamiques de réponse et le besoin constant de renforcer le lien entre l'alerte précoce et l'action rapide. Ensemble, ces constats mettent en évidence une leçon simple mais puissante : les systèmes locaux d'alerte précoce peuvent fonctionner – mais ils nécessitent un investissement soutenu dans la confiance, les capacités et l'infrastructure politique et sociale de la paix.

Recommandations

Sur la base des éléments présentés, ce rapport propose les recommandations suivantes pour le renforcement du programme JASS et orienter l'engagement plus large des bailleurs et des décideurs politiques :

1. Améliorer la fonctionnalité du SAP

(Mise en œuvre et apprentissage dans le cadre du programme JASS)

- **Renforcer la formation technique et le soutien opérationnel aux CRC et aux COFO**, en mettant l'accent sur la médiation des conflits fonciers et la réponse aux catastrophes.
 - Les données du SAP montrent que les conflits fonciers ont un taux de résolution plus faible (51%) par rapport aux autres types d'incidents. Le renforcement des capacités des COFO en gouvernance foncière et des CRC dans la gestion de conflits complexes améliorera la capacité du SAP à prévenir l'escalade des tensions dès les premières alertes.
 - Continuer à promouvoir des mécanismes d'autofinancement des structures du SAP, en s'appuyant sur les expériences réussies et les leçons apprises, amélioreraient leurs capacités à tenir des réunions régulières et à assurer une meilleure coordination entre les acteurs du SAP.
- **Affiner la collecte des données SAP et les protocoles de catégorisation des acteurs et des incidents** afin d'améliorer la précision, de soutenir des analyses plus solides et de renforcer la programmation adaptive.
 - Les chevauchements actuels dans l'identification des acteurs (avec des structures partageant des membres) et les chevauchements similaires dans la catégorisation des incidents (par exemple, le vol ou la destruction violente de terres étant un conflit communautaire en dehors de la catégorie des conflits liés à la terre ; les inondations ayant deux sous-catégories différentes dans le cadre des catastrophes naturelles et d'origine humaine) obscurcissent à la fois les rapports et les analyses des données du SAP. Ces questions pourraient être abordées dans le cadre d'un forum dirigé par la communauté, qui responsabilise les membres et favorise l'appropriation locale et la localisation du système.
 - Les limitations dans l'enregistrement des incidents (par exemple, la configuration actuelle de CommCare) entravent l'analyse en temps réel et la planification stratégique. L'amélioration de la qualité des données renforcera la capacité prédictive du SAP et permettra de mieux cibler les efforts de sensibilisation et de réponse.

2. Renforcer les systèmes d'alerte précoce

(Mise en œuvre et apprentissage dans le cadre du programme JASS + FCDO et parties prenantes politiques)

- **Renforcer l'appropriation communautaire et l'inclusivité au sein des structures du SAP**, en mettant l'accent sur une participation significative des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap.
 - Les données du SAP, ventilées par genre, montrent que les femmes sont rarement des actrices principales dans les incidents, mais qu'elles subissent l'impact des dynamiques conflictuelles. L'élargissement de la participation inclusive est essentiel pour renforcer la légitimité et la confiance

communautaire dans les systèmes d'alerte précoce – une condition préalable à une réponse efficace.

- **Continuer d'investir dans des programmes de résilience climatique** qui abordent explicitement l'intersection entre les chocs environnementaux et les conflits.
→ Les analyses du SAP mettent en évidence une corrélation forte entre les catastrophes naturelles et les pics de conflits communautaires, en particulier dans des zones comme Koutiala et Bla. Le soutien à la gouvernance foncière locale, à la préparation aux catastrophes et aux moyens de subsistance adaptés au climat contribuera directement à réduire les facteurs de déclenchement de conflits à long terme.
- **Donner la priorité à des recherches plus approfondies sur les variations géographiques et temporelles des dynamiques de conflit** afin d'approfondir la compréhension du contexte et de mieux cibler les interventions.
→ Les données désagrégées montrent des différences majeures entre les cercles, ce qui suggère que les facteurs de conflit varient considérablement en fonction du contexte local. Des recherches qualitatives et quantitatives supplémentaires seront essentielles pour adapter les stratégies d'alerte précoce et de renforcement de la résilience.

3. Améliorer les mécanismes de réponse précoce

(Mise en œuvre et apprentissage dans le cadre du programme JASS + FCDO et parties prenantes politiques)

- **Renforcer les circuits de renvoi et les mécanismes d'escalade** entre les CRC, les autorités administratives et les acteurs nationaux de la sécurité, afin de mieux gérer les cas complexes.
→ Les données de réponse aux incidents montrent que les leaders communautaires et les CRC assument souvent le fardeau de la médiation de conflits complexes qui dépassent leur mandat. Des protocoles d'escalade plus clairs et une collaboration renforcée avec les acteurs étatiques amélioreront les taux de résolution et renforceront la confiance dans les structures officielles de justice et de gouvernance.
- **Approfondir les partenariats avec les forces de sécurité dans les zones à haut risque**, telles que Niono, afin de mieux protéger les civils et de soutenir les interventions précoce.
→ Le profil conflictuel de Niono, marqué par des incidents violents et une faible remontée d'information sur les conflits communautaires ou fonciers, souligne la nécessité de mettre en œuvre des programmes intégrés de P/LEV (Prévention/Lutte contre de l'Extrémisme Violent), ainsi qu'un renforcement de la coopération civile-sécuritaire pour gérer les risques croissants et préserver l'espace de la résolution communautaire des conflits.

Implications

L'expérience du SAP dans le cadre de JASS renforce une leçon fondamentale pour les efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix en contexte fragile : **L'alerte précoce n'est efficace que si elle engendre une réponse rapide.**

Investir dans la confiance communautaire, la gouvernance inclusive et des réponses rapides et coordonnées est essentiel pour transformer les alertes en interventions concrètes et efficaces. Le renforcement des bases techniques du SAP, l'élargissement de la participation de tous et le renforcement des liens entre les acteurs locaux, régionaux et nationaux seront essentiels pour maintenir et étendre les progrès réalisés jusqu'à présent.

Pour JASS, cela implique la poursuite d'une programmation adaptative, basée sur l'apprentissage et un perfectionnement continu. Pour les bailleurs et les acteurs politiques, cela souligne l'importance de soutenir des systèmes de résolution des conflits décentralisés et portés par les communautés – en reconnaissant que le renforcement de la résilience au niveau local reste l'un des moyens les plus efficaces de promouvoir une stabilité durable au Sahel.

Références

- Fété Impact Cabinet de Conseil et de Formation. Evaluation qualitative et apprentissage du projet "Building Resilience in Kayes and Sikasso (BRiKS)" ou "Ben Ni Bassigu". Bamako : Mercy Corps, mars 2023.
- Document B interne de Mercy Corps Mali BRiKS, janvier 2023.
- Document C interne de Mercy Corps Mali JASS, novembre 2023.
- Document E interne de Mercy Corps Mali PASERREL', 2019.
- Document D interne de Mercy Corps Mali PASERREL II, septembre 2021.
- Personnel JASS 2. KII EWERS Koutiala, 4 septembre 2024.
- Personnel JASS 3. KII EWERS Ségou, 4 octobre 2024.
- Personnel JASS 5. KII EWERS Bamako, 10 septembre 2024.
- Mercy Corps. Building Evidence for CLimate Adaptation and Peacebuilding (Construire des preuves pour l'adaptation au climat et la construction de la paix) : Insights from Mali'. Mercy Corps, janvier 2025.
- Mercy Corps Mali. LAFIA, l'atout Par Excellence Face Aux Conflits Dans Le Sud Du Mali'. Mercy Corps, 2025. <https://mali.mercycorps.org/fr/research-resources/lafia-excellence-conflict-southern-mali>.
- . Résultats du programme "Position Refine and Operate for Peace in Mali" (PROP). Mercy Corps, 2025. <https://mali.mercycorps.org/fr/blog/position-refine-and-operate-for-peace>.
- Ndinga-Muvumba, Angela, et Abdul Lamin. L'évolution de l'architecture de sécurité en Afrique de l'Ouest : Looking Back to the Future'. Le système d'alerte précoce de la CEDEAO. Centre pour la résolution des conflits, 2006. chrome-extension://efaidnbmnnibpcajpcgkclefindmkaj/<https://www.jstor.org/stable/pdf/resrep05185.9.pdf>.
- ReliefWeb. 'Mission d'échange et d'évaluation de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO au Centre national d'alerte précoce du Liberia - Liberia', 26 juillet 2024. <https://reliefweb.int/report/liberia/ecowas-early-warning-directorate-exchange-and-assessment-mission-liberia-national-early-warning-center>.
- WANEP. Alerte Précoce et Prévention Des Conflits - WANEP-TOGO', ND. <https://waneptogo.org/site/warn-warning-response-network/>.
- . 'Alerte Précoce et Prévention Des Conflits - WANEP-TOGO', ND. WANEP, février 2024. chrome-extension://efaidnbmnnibpcajpcgkclefindmkaj/<https://wanep.org/wanep/wp-content/uploads/2024/04/WANEP-Annual-Peace-and-Security-Outlook-2024.pdf>.

Annexe A. Incidents SAP désagrégés par cercle et par date

Cercle	Catégorie d'incident	mai 2024	juin 2024	juillet 2024	août 2024	septembre 2024	octobre 2024	novembre 2024	décembre 2024	Grand Total
Banamba	Conflit communautaire		1	5	2					8
	Conflit foncier			1	2	1			1	5
	Catastrophes naturelles e..	1			2	2	1	2		8
	Violence et violence armée	1	2			4			3	10
	Total	2	3	6	6	7	1	3	3	31
Bla	Conflit communautaire	1	3	1					1	6
	Conflit foncier		3		1				1	5
	Catastrophes naturelles e..		1	12	2	5	1			21
	Violence et violence armée	1	3	1	1		1		1	8
	Total	2	10	14	4	5	2	2	1	40
Koutiala	Conflit communautaire	2	7	12	5	6	10	5	4	51
	Conflit foncier	2	7	3		2	1	1	2	18
	Catastrophes naturelles e..		5	9	4	6	9	3	1	37
	Violence et violence armée	3	5	2	4	1	5		1	21
	Total	7	24	26	13	15	25	9	8	127
Niono	Catastrophes naturelles e..					1				1
	Violence et violence armée	6	5	2	2	3	1	2		21
	Total	6	5	2	2	4	1	2		22
San	Conflit communautaire	1	2	3	1	4	3	4		18
	Conflit foncier	1	9	6	4	3		3	1	27
	Catastrophes naturelles e..		1	1		1	3	2	2	10
	Violence et violence armée		3		2	4	4	2	1	16
	Total	2	15	10	7	12	10	11	4	71

Annexe B. Schéma de catégorisation des incidents SAP

A CONFLIT INTRA ET INTERCOMMUNAUTAIRE		Codes
1	Conflit de chefferie et Contestation de l'autorité coutumière et/ou religieuse	A1
2	Dénigrement d'une religion, profanation d'un symbole ou d'un lieu sacré	A2
3	Propagation de messages identitaires et haineux	A3
4	Propagation de rumeurs persistantes	A4
5	Affrontement ethnique ou communautaire latent	A5
6	Affrontement interpersonnel latent	A6
7	Tension autour des ressources naturelles communes	A7
8	Accaparement, vol ou destruction de cultures, de produits agricoles, d'élevages ou de pêche	A8
9	Entrave à la libre circulation des personnes et des biens	A9
10	Réduction des interactions entre communautés, ethnies ou groupes, observée	A10
11	Tensions liées aux opinions et/ou appartenances politiques	A11
12	Exclusion ou marginalisation d'un groupe, d'une communauté ou d'une ethnie / Réduction des interactions entre communautés, ethnies ou groupes, observée	A12
13	Tensions liées aux opinions et/ou appartenances politiques/religieuses ou en lien avec des aspects de gouvernance locale	A13
14	Tension inter/intracommunautaire autour de la gestion des aires et espaces publics	A14
15	Tension inter/intracommunautaire autour de la gestion des eaux usées et des ordures	A15
B VIOLENCE ARMEE ET AUTRES FORMES DE VIOLENCE		Codes
1	Affrontement ethnique ou communautaire avec usage d'armes à feu ou d'armes blanches	B1
2	Affrontement intra et interprofessionnel avec usage d'armes à feu ou d'armes blanches	B2
3	Braquages/coupeurs de route avec usage d'armes à feu ou d'armes blanches	B3
4	Agressions/menaces avec armes à feu ou armes blanches	B4
5	Assassinats/meurtres avec armes à feu ou armes blanches	B5
6	Incursion ou attaques de bandes armées	B6
7	Séquestration ou enlèvement avec ou sans armes à feu	B7
8	Viols/Agressions/Harcèlements sexuelles avec ou sans armes à feu ou armes blanches	B8
9	Violences domestiques/conjugales avec ou sans armes	B9
10	Incitation à la violence	B10
11	Actes de vengeance ou de représailles	B11
12	Diffamation interpersonnelle et professionnelle	B12
13	Destruction de biens communautaires et d'édifices publics religieux et culturels	B13
14	Autres cas de violence non spécifiés	B14
C CONFLITS DU DROIT FONCIER		Codes
1	Conflits frontaliers entre voisins	C1
2	Conflits de propriété dus aux querelles d'héritages	C2
3	Ventes multiples occasionnelles de propriétés privées	C3
4	Occupation individuelle de terrains privés	C4
5	Construction des extensions sur le terrain privé d'un autre	C5
6	Location / vente illégale du terrain privé de quelqu'un d'autre	C6
7	Conflits frontaliers entre tribus ou villages	C7
8	Vente / location illégale de terres communales / tribales	C8
9	Attribution illégale de terres domaniales par un particulier	C9
10	Invasion collective de terres privées	C10
11	Conflits d'utilisation des terres entre agriculteurs et éleveurs (par ex. Couloirs pour animaux dus à la transhumance)	C11
12	Utilisation illégale occasionnelle des terres domaniales	C12
13	Attaques violentes liées à la propriété	C13
14	Conflits de propriété dus au pluralisme juridique	C14
15	Vente / location illégale de terres domaniales	C15
16	Expulsions (par la force) par les autorités gouvernementales	C16
17	Privatisation foncière inappropriée	C17
18	Conflits d'utilisation des terres entre l'utilisation privée et publique en raison d'un mépris général des réglementations d'occupation des sols par une majorité de personnes	C18
19	Expropriation sans compensation	C19
20	Acquisition et vente illégales de la propriété privée de quelqu'un d'autre par des particuliers, soutenues par des agences ou des tribunaux publics corrompus	C20
21	Attribution multiple de parcelles particulières par des agents travaillant au cadastre	C21
D CATASTROPHES NATURELLES OU PROVOQUÉES		Codes
1	Inondation d'envergure	D1
2	Inondation avec mort d'hommes et dégâts matériels importants	D2
3	Invasion acridienne	D3
4	Invasion aviaire	D4
5	Incendie d'envergure	D5
6	Incendie avec mort d'hommes et dégâts matériels	D6
7	Epizootie (Maladie animale d'envergure)	D7
8	Sécheresse	D8

CONTACT

Patrycja Stys
Responsable de recherche - Programme Justice et
Stabilité au Sahel (JASS) | Mercy Corps Mali et Niger
pstys@mercycorps.org

Daniel Okeiyi
Consultant en recherche, évaluation et apprentissage
cokeiyi96@gmail.com

Alliou Traoré
Spécialiste de la consolidation de la paix et de la
gouvernance | Counterpart International Mauritanie,
anciennement Mercy Corps Mali
allioutraore@gmail.com

A propos de Mercy Corps

Mercy Corps est une organisation mondiale de premier plan animée par la conviction qu'un monde meilleur est possible. En cas de catastrophe, dans la détresse, dans plus de 40 pays à travers le monde, nous nous associons pour mettre en œuvre des solutions audacieuses - en aidant les gens à triompher de l'adversité et à construire des communautés plus fortes de l'intérieur. Aujourd'hui et pour l'avenir.



45 SW Ankeny Street
Portland, Oregon 97204
888.842.0842
mercycorps.org